

# LA COMMUNALE

## La Lettre d'Information de l'Association Nationale des Directeurs et des Responsables des services de l'Éducation des Villes de France

Numéro 24

Juin 2000

### ÉDITORIAL

Chaque année, la semaine précédant les grandes vacances scolaires donne lieu à l'une des situations les plus cocasses qui soit dans une année de vie professionnelle d'un directeur de l'éducation d'une ville :

Accablé par les derniers préparatifs de lancement de chantiers d'été (boulversés par les appels d'offre infructueux), placé sous haute tension par les élus, les parents et les enseignants pour le traitement des demandes de dérogation, harcelé par les services d'intendance soucieux de gérer leurs dossiers en fonction des plannings de congés, stressé par les mille derniers petits ennuis techniques précédant l'ouverture des centres de loisirs et des opérations de vacances, inondé par les multiples demandes comprises dans les compte-rendus des derniers conseils d'école de l'année, le responsable du service éducation est également sollicité par les directeurs d'école, appelant ou venant au service pour régler la dernière formalité de livraison du matériel, du mobilier ou de la fourniture manquants, et qu'il convient d'obtenir en urgence pour pouvoir clore l'année scolaire tranquillement.

Les directeurs d'école concluent le plus souvent l'échange par un «bonnes vacances» lancé d'un ton cordial mais qui se termine dans un souffle à peine audible, tant ils s'aperçoivent soudain de l'importance de l'écart qu'il y a entre ceux qui restent et ceux qui partent !

Dans le «merci, vous de même» que le directeur de l'éducation leur envoie en réponse, il use de toute la gamme des intonations disponibles dans son registre vocal pour leur faire comprendre l'incongruité de leur souhait, autant que la lourdeur de la tâche qui pèse sur ses épaules. Bon courage à tous pour préparer cette nouvelle rentrée !

*Francis OUDOT.*

### SOMMAIRE

- **Humeurs et rumeurs**

Circonstances de concours : P 2-3 - Sécurité des aires et équipements de jeux : P 3-4 - Gestion et pédagogie : P 4-5

Le défaut d'éducation pénalement sanctionné : P 5-6 - Offre d'emploi : P 6

Responsabilité pénale : P 7 - Brèves de comptoir : P 7-8 - Tempête à la commission de sécurité : P 8

Communications éducatives : P 8

- **Échos des réseaux**

Au grand ouest, du nouveau : P 8-9 - Réseau régional Bourgogne/Franche-Comté : P 9-10

Réseau régional Île de France : P 10-11 - Réseau régional Nord-Est : P 11

Réseau régional Languedoc-Midi Pyrénées : P 11-12 - Réseau régional Rhône-Alpes : P 12

Réseau régional Poitou - Limousin : P 12-13

- **Réponses aux questions écrites des parlementaires - Commentaires**

Organisation des sorties scolaires : P 13-14 - Financement des manuels scolaires : P 14

Le poids des cartables : P 15 - Relations des parents divorcés : P 15-17

Situation des Directeurs d'écoles : P 17-18 - Le rôle des DDEN : P 18-19

- **Colloque**

Rencontres Nationales de l'Éducation : P 19-22

- **Point de vue**

Directeur d'école : P 22-26

- **Dossier**

Volets Éducatifs des Contrats d'Agglomération : P 26-28 - Éducation et intercommunalité : P 28-30

- **Pré-programme du Colloque d'Aurillac** : P 31-32

**Comité de Rédaction** : - Francis OUDOT - Jean-Michel GRENIER - Jean-Michel FRICHETEAU - Hervé BUREAU

Alain BOCQUET - Corinne DUPUY-BONAFY - Corinne MASSON

Avec la collaboration de **l'Agence de Presse Éducation Formation - Composition** : Sandrine MICHEL

Imprimé en 600 ex - Atelier de Reprographie - Ville de Reims

**Abonnements et renseignements** : ANDEV - Hôtel de Ville - 51096 REIMS CEDEX

Tél. 03.26.77.76.24. - Fax 03.26.77.74.24. - Email : Oudot.francis@wanadoo.fr

*Pas très compliqué le jeu-concours du numéro 23 : votre serviteur a été rapidement démasqué, son style «administratif» n'ayant rien à voir avec le brio de celui de notre rédacteur habituel qui reprend la plume pour notre plus grand bonheur.*

*Signalons simplement que la «chute» de l'article précédent s'est avérée être prémonitoire (exit Claudius Colérus !), mais il ne fallait pas être grand devin, ni lire dans les entrailles de sanglier pour deviner le sort que les enseignants réservaient à leur Ministre...*

FO

### **Circonstances de concours - Concours de circonstances**

Salut les filles, salut les gars, coucou c'est moâ que revoilou ! !

Pardonnez-moi ma familiarité, mais c'est un réel plaisir de vous retrouver pour vous narrer une nouvelle chronique en direct de la planète territoria.

Tout d'abord, permettez-moi de remercier Francix Impérator d'avoir momentanément et brillamment pris le relais de cette rubrique pendant mon hibernation forcée.

Mais que voulez-vous, l'intégration à la grande tribu de la fonction publique territoriale mobilise une dépense intellectuelle si épuisante qu'il faut bien se reposer ! !

J'entends déjà les mauvaises langues dire que la préparation du concours d'attaché constitue le seul moment dans une future carrière de titulaire où les neurones et l'investissement personnel atteignent un tel niveau d'exigence. Paradoxe qui voit l'amorce d'une carrière se trouver placée comme l'apogée. C'est le crépuscule alors que l'on croit assister au lever d'une nouvelle journée !

Pour autant, on peut pas dire que les petits plats soient mis dans les grands pour nous accueillir au sein de la famille des titulaires.

Il faut se lever à l'aube pour être certain d'arriver à l'heure, se forcer à prendre un petit déjeuner copieux quand l'ordinaire est constitué d'un jus de chaussette jeté au fond de la glotte et d'une biscotte retournée, sur le sol, côté beurré.

Une fois en route, les yeux péniblement écarquillés sur la route, on se jette sur la convocation pour relire le plan qui l'accompagne. Ce dernier est suffisamment vieux pour que des rues et des habitations surgissent, dans la lueur des phares, pareils à de nouveaux champignons dans la forêt urbaine.

Le stress commence à tordre les boyaux de la tête. Enfin ça y est, le centre d'examen est trouvé. Il est constitué d'énormes hangars qui sont utilisés habituellement pour des foires et des expositions. Autant dire que le cadre à taille humaine est propice à la concentration.

Environ 400 candidats sont alignés derrière des plateaux montés sur tréteaux, dont il faut éponger les traces libidineuses dont ils ont été témoins lors de leurs dernières utilisations. Pour le mien, était-ce un méchoui ou une techno parade ?

Remarquez cela a un avantage énorme, les feuilles se trouvent ainsi colées ce qui évite de les voir s'envoler sous l'effet d'un chauffage zélé dont la soufflerie nous rappelle la tempête de cet hiver !

Aussi, à la demande générale, il est rapidement mis en panne même si nous devons nous en mordre les doigts.....pour se les réchauffer !

Une fois ces problèmes d'intendances réglés, il me faut sortir de mon cartable géant les bons outils du candidat. J'ai nommé : la bouteille d'eau, la barre de céréales, le paquet de gâteaux, la pomme, les clémentines, la banane, les chewing-gums, le double décimètre, les stylos neufs, le surligneur, le taille crayon, le paquet de mouchoirs en papier,...

Dans la demie-heure qui précède le début des épreuves, le stress fait son office. Après ceux de la tête, les boyaux du ventre rendent l'âme. Le problème, c'est que tout le monde est frappé par ce phénomène, alors c'est la course aux toilettes libres et si possible encore propres !

Les sujets sont donnés, il est question d'intercommunalité, de juridictions administratives, d'État patron, de droit à la santé, ...

Après deux jours de travail acharné, on repart forcément insatisfait, dubitatif sur le résultat qu'il faudra attendre durant plus de deux mois pour savoir si le calvaire reprend avec l'oral.

Tout cela pour supporter par la suite les sarcasmes de la majorité qui n'hésitera pas à nous brocarder, à nous vilipender sur l'air Coluchien bien connu : « Quelle est la seule chose qui ne peut être volée dans une administration ? C'est l'horloge, car tout le monde à l'œil dessus ! ».

Alors, chacun ira de son exemple démonstratif, alors qu'une simple explication met un terme à ce qui relève d'un simple concours de circonstances.

### **Les cigarettes**

Il s'agit du collègue ou de la collègue, faut se mettre au goût de la parité, qui sort acheter des cigarettes au tabac du coin et qui revient deux heures plus tard.

Comment peut-on blâmer l'agent épris de la notion de service public qui n'hésite pas à prendre du retard dans la rédaction de son rapport pour répondre aux questions des administrés qui l'interpellent sur le chemin du retour ?

Et ici, je ne parlerai pas du pénible travail de proximité qui oblige à accepter l'invitation à entrer dans l'estaminet pour arroser le mariage de l'ainé(e) ou contempler les photos de la communion du petit dernier.

### **La montre**

Autre cas souvent cité qui est également manifeste de l'incompréhension qui parfois peut régner au sein même des administrations.

Il s'agit d'évoquer la situation où un collègue en réunion fait sonner sa montre à midi pile ou en fin de journée. Ce geste souvent mal interprété se révèle à l'analyse être soit une attitude frondeuse, soit une méthode managériale redoutable.

Dans le premier cas, il signifie aux supérieurs hiérarchiques : « sachez qu'à partir de cette seconde, je suis en dépassement horaire. Toutefois, l'intérêt que je manifeste pour le sujet traité exige que je reste ! ».

Dans le second cas, il s'agit d'adresser aux subordonnés, le message suivant : « désolé, mais le temps qui vous était imparti est écoulé. La prochaine fois soyez plus concis dans votre exposé ! ».

### **La chaise longue**

Présence iconoclaste de ce meuble dans le bureau d'un directeur, qui pour le profane va signifier sieste ou doigts de pied en éventail et cocktail exotique, alors qu'il s'agit d'un outil de travail indispensable à tout cadre territorial.

En effet, comment être pleinement efficace 12 heures par jour, si l'on ne pratique pas les pauses parkings après avoir mangé sur le pouce un sandwich et fruit.

Bon c'est pas tout ça, mais il est tard et j'ai tant de choses à faire qu'il faut que j'arrête déjà ma chronique.

En effet, je dois récupérer ma montre chez l'horloger, acheter des cigarettes, passer par le service des achats pour choisir la couleur de ma nouvelle chaise longue sans omettre de garder du temps pour préparer l'hypothétique oral.

\_\_\_\_\_HB

## **Sécurité des aires et équipements de jeux dans les écoles**

Dans le n° 20 de La Communale (juin 1999), je relatais la rencontre à laquelle l'Andev avait été conviée à l'Observatoire National de la Sécurité, concernant les aires et installations de jeux dans les écoles.

Suite à cela, ont été organisées à Nanterre (92) deux journées de formation destinées aux acteurs locaux, à l'initiative conjointe du service municipal de l'enseignement et des circonscriptions de l'Éducation Nationale.

La remarquable qualité de ces journées, l'intérêt qu'elles ont suscité et le souhait qu'elles se reproduisent, émis par plusieurs des intervenants supra-communaux que nous avons sollicités, m'incitent à vous en rendre compte.

Formellement, il s'est agi de deux demi-journées de formation (9h30 / 13h30) se concluant par un repas pris en commun. Les directeurs d'école (il y en a 40 à Nanterre), des représentants des directrices de crèche et des directeurs de centres de loisirs et de vacances étaient invités, de même que les techniciens municipaux des services techniques, de l'environnement et de l'enseignement concernés par l'achat, la pose et l'entretien des structures de jeux.

Côté intervenants, avaient été mobilisés les inspecteurs de circonscription de l'Éducation Nationale, les conseillers pédagogiques EPS, la direction du service de l'enseignement. Les experts suivants nous ont apporté leur concours :

- Un représentant de la Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (M. POULARD).
- Une conseillère pédagogique départementale EPS (Mme SBERRO) ayant participé aux stages nationaux de mars 1998 sur le thème de la sécurité des équipements et des matériels utilisés en EPS<sup>1</sup>.
- Un expert du service juridique du ministère de l'Éducation Nationale (M. NABE).
- Un ancien professeur d'IUFM, ancien conseiller pédagogique EPS (M. ROCHAS).

L'idée d'inviter un fabricant - par exemple, le titulaire du marché à Nanterre - n'avait pas, après débat au sein du groupe de pilotage, été retenue.

Ces deux derniers intervenants (MM. Baba NABE et Max ROCHAS) se sont montrés ouverts à renouveler la démarche en d'autres lieux, à l'initiative des villes ou de l'éducation nationale. Les directions départementales de la CCRF devraient également pouvoir apporter leur contribution sur l'ensemble du territoire.

Concernant les contenus, la première journée était organisée autour du thème : "de la connaissance des textes" ; la seconde étant plus axée sur la problématique : "du bon usage des textes".

M. POULARD (DDCCRF) a présenté l'intégralité de l'arsenal juridique concernant le sujet en utilisant le support d'un CD ROM<sup>2</sup> appartenant à son administration, fort bien fait. Au-delà du balayage systématique des textes, l'intervention a permis de clarifier la compréhension qu'il convient d'en avoir ; nous avons dû faire de la sémantique, de l'explication de texte (par des exemples jurisprudentiels, entre autres) et un peu de pédagogie (ah ! le mot "responsabilité").

M. NABE (MEN), lors de la deuxième journée, a repris cet axe en proposant un exposé passionnant et très clair du cadre juridique global dans lequel s'exercent les responsabilités des uns et des autres.

A l'appui de son intervention : les chiffres de l'ONS<sup>3</sup> et les affaires les plus récentes qu'il a eu à traiter es-qualités.

Les évolutions de cet environnement juridique (Europe, responsabilité des élus, colloque d'octobre de la FSU) ont été débattues à la lumière de ces apports didactiques.

Les contributions des conseillers pédagogiques ont permis ensuite de revenir à l'articulation entre les besoins des enfants et les pratiques mises en œuvre au plan local (rappels sur la nécessité du risque et de sa maîtrise).

Les collègues des services techniques présents ont pu tout à la fois témoigner de la conformité de leurs pratiques aux bonnes règles, et enrichir leurs compétences grâce à cette confrontation entre les points de vue exprimés.

Pendant la pause repas, une disquette était disponible en lecture sur plusieurs postes informatiques ; cette disquette propose un inventaire des principaux textes ayant trait à la sécurité, la surveillance, les aménagements et espaces scolaires, rassemblés par le groupe de travail "sécurité" de l'Inspection académique des Yvelines (78).

1. Actes de ces stages : dossiers EPS n°4 (Editions Revues EPS) 11 av. du Tremblay – 75012 PARIS

2. Disponible au C.N.F.D.C.I. (Centre National de Formation Documentation et Coopération Internationale)  
B.P. 2048 – 2, rue Saint-Pierre 34024 MONTPELLIER Cedex 1

3. O.N.S. : Observatoire National de la Sécurité – 61/65 rue Dutot – 75732 Paris Cedex 15

\_\_\_\_\_AB

### **Gestion et pédagogie**

Nous sommes tous aujourd'hui des habitués du discours « il faut faire plus avec moins ».

Dans ce contexte, la gestion des services de l'Éducation s'avère être de plus en plus difficile face à une demande des écoles toujours croissante.

Personnellement, j'ai déjà testé la stratégie du retranchement derrière le bouclier législatif et réglementaire. Pas très satisfaisant. Quelle crédibilité accorder à des textes tellement éloignés des réalités de notre époque !

Alors, pourquoi ne pas impliquer les directeurs d'école dans un processus de réflexion sur la recherche d'économies que nous baptisons « meilleure gestion » pour minimiser les réactions.

Au départ, l'auditoire est sceptique mais nombreux, le sujet est mobilisateur.

Dès les premiers échanges, chacun choisit son camp : il y a les directeurs qui comprennent le problème et se disent prêts à y réfléchir, et puis il y a ceux pour qui seule la pédagogie relève de leur compétence et qui refusent d'emblée d'aborder un sujet pour lequel il n'ont pas été formés.

Dans un tel cas de figure, il paraît plus sage de se retirer des échanges et de laisser les intéressés débattre entre eux du statut du directeur d'école et de son éventuelle réforme.

Il faut bien néanmoins finir par se lancer à l'eau et annoncer la couleur.

L'idée est simple : depuis quelques temps déjà, certaines écoles, volontaires, gèrent leur budget en dépensant l'enveloppe financière qui leur est allouée en fonction de leurs priorités (fournitures scolaires, transports, abonnements téléphone...).

L'expérience est concluante pour les intéressés. Elle l'est aussi pour notre service.

On a vu en effet diminuer dans des proportions impressionnantes certains types de dépenses (- 30% pour le papier), ce qui a permis de dégager, dans les écoles concernées, un crédit affecté à d'autres besoins (abonnement Internet...).

Les directeurs d'école s'inquiètent désormais du prix de certains articles et nous encouragent à renégocier certains tarifs. Plus étonnant, des abonnements renouvelés d'année en année sont dénoncés en masse au motif qu'ils ne font pas besoin !

Les résultats constatés nous conduisent donc aujourd'hui à généraliser ce mode de gestion.

Les syndicats enseignants dénoncent le système. Il induirait une charge de travail supplémentaire pour les directeurs d'école non formés à la gestion.

Néanmoins, la volonté féroce d'un noyau de directeurs de poursuivre cette gestion, conduit bon nombre de leurs collègues à accepter de jouer le jeu.

Les débats s'apaisent.

3 directeurs sur 78 demeurent aujourd'hui réfractaires. Le système leur est néanmoins appliqué sous la forme d'une information régulière sur l'état de leurs dépenses.

Ce nouveau mode de gestion a certes ses limites. Il demande de notre part un minimum de contrôle « d'opportunité » afin d'éviter d'éventuelles dérives. Le problème n'a pas encore été rencontré. Le jour où une difficulté se présentera, elle sera examinée avec les services de l'Inspection Académique, partenaire incontournable d'un tel dispositif.

Doit-on continuer à dissocier gestion et pédagogie, ou au contraire, dans la logique d'une réforme du statut du directeur et d'une diversification des besoins de l'école les associer plus étroitement ?

La question reste posée.

\_\_\_\_\_CDB

### **Le défaut d'éducation pénalement sanctionné**

Par jugement rendu le 8 mars 2000 le Tribunal correctionnel de Mulhouse condamne à six mois d'emprisonnement dont un ferme une mère de famille coupable de défaut d'éducation, notamment par incitation de ses enfants à commettre des vols. Claude Durand-Prinborgne, ancien recteur et professeur de droit commente cet arrêt :

La sanction se fonde sur l'article 227-17 du Code pénal dans sa rédaction de 1994 aux termes duquel "le fait, par le père ou la mère légitime, naturel ou adoptif, de se soustraire, sans motif légitime, à ses obligations légales au point de compromettre gravement la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de son enfant mineur est puni de deux ans d'emprisonnement et 200.000 francs d'amende."

Il existe des précédents de condamnations de parents pour défaut d'éducation d'enfants délinquants: 130 en 1997, 115 en 1998 dont certaines à des peines de prison fermes. Les décisions des tribunaux ont été et sont bien reçues par l'opinion publique qui y voit une mesure de défense sociale contre une délinquance juvénile qui inquiète et que l'on ne sait comment freiner. La sanction pénale infligée aux parents défaillants rejoint ainsi l'arsenal des mesures envisagées et proposées ici et là pour imposer aux parents démissionnaires d'exercer leur autorité parentale, avec le retrait des allocations familiales et la perte suggérée d'autres avantages sociaux. Pourtant en même temps des voix soulignent que socialement il est permis de s'interroger sur l'efficacité réelle de ces interventions du juge pénal dans les cas les plus extrêmes de misère matérielle et morale. Ces voix soulignent aussi le risque social d'une accentuation de la marginalisation.

A Mulhouse, le procureur a rappelé que le jugement d'une mère se faisait dans l'intérêt de l'enfant. La société a tendance à faire remplir au texte une fonction sociale qui n'est pas directement la sienne. Le texte dit clairement ce qu'il entend réprimer: le fait de compromettre gravement la santé, la sécurité, la moralité, l'éducation de l'enfant. Ceci est encore plus évident lorsque l'on poursuit la lecture de l'article du Code: "l'infraction prévue par le présent article est assimilée à un abandon de famille pour l'application de l'article 373 du Code civil" lequel traite de la déchéance de l'autorité parentale pour tous les enfants mineurs du ou des parents.

Devant le développement d'actes de vandalisme, de violences physiques, de vols, la protection de la société peut relever plus directement de la mise en jeu de la responsabilité des parents pour les actes commis par leurs enfants.

Il s'agit, d'abord, d'une responsabilité civile sur la base de l'article 1384 du Code civil pour les enfants mineurs ... mais sa limite est que pour indemniser une victime il faut des ressources. Au pénal il faut poursuivre au delà de l'article 227-17 la lecture du Code pour trouver des cas de responsabilité parentale: provocation à faire usage de stupéfiants (article 227-18), au trafic de stupéfiants (article 227-18-1), à commettre des crimes et délits (article 227-21), à consommer de l'alcool (article 227-19), à la mendicité (article 227-20). Mais ces textes sanctionnent des provocations là où l'article 227-17 sanctionne une abstention. Le fait social que constituent les démissions parentales continuera donc de susciter une attente d'intervention répressive sur la base de ce dernier texte.

Si, laissant de côté la santé, la sécurité, la moralité, on s'arrête plus particulièrement sur l'éducation l'article 227-17 peut sanctionner, comme c'est le cas dans la décision retenue, une absence d'éducation familiale mais il peut aussi sanctionner des faits graves de non assiduité scolaire pour les enfants de six ans à seize ans, c'est à dire le fait pour les parents de ne pas imposer la scolarisation effective. L'article 227-17 a été complété par le législateur en fin d'année 1998 dans le cadre d'une politique de lutte contre les sectes pour resserrer le contrôle sur la scolarisation avec un notable alourdissement des sanctions pénales.

Les parents qui choisissent d'instruire leur enfant dans la famille doivent effectuer une déclaration annuelle à la mairie sous peine de contravention (10.000 francs). Si le contrôle de l'instruction dispensée montre que celle-ci n'est pas conforme au droit de l'enfant à l'instruction la famille est mise en demeure de scolariser l'enfant et si elle n'obéit pas l'article 227-17-1 alinéa 1 prévoit des peines de six mois d'emprisonnement et de 50.000 francs d'amende. L'article 227-17-1 alinéa 2 du Code Pénal accentue le contrôle sur l'enseignement dispensé dans les classes hors contrat, ce qui concerne directement les parents qui veulent y scolariser leur enfant. L'enseignement dispensé doit respecter l'objet de l'instruction obligatoire. L'administration procède à une mise en demeure en cas de manquement. Si le directeur de l'établissement ne porte pas remède ou ne ferme pas la ou les classes il peut être puni de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende et de peines complémentaires, l'interdiction de diriger et d'enseigner.

\_\_\_\_\_JMG

### **Offre d'emploi**

La Direction des Services Administratifs de la Ville de Laon recherche son :

#### **Chef du Service des Affaires Scolaires et de l'Enseignement Supérieur.**

Il exercera ses fonctions sous la responsabilité du Directeur des Services Administratifs.

- **Missions**

Suivi du projet éducatif d'action municipale. Direction, coordination, orientation, animation de l'ensemble du service. Fonctionnement du service de restauration scolaire. Organisation, coordination, suivi des actions des services municipaux en relation avec le service scolaire. Suivi des relations avec les partenaires éducatifs institutionnels. Élaboration et contrôle des budgets éducatifs et de restauration. Suivi des effectifs scolaires. Participation à la «carte scolaire». Gestion des périmètres scolaires. Participation au développement de l'enseignement supérieur.

- **Profil**

Justifier d'une expérience similaire. Bonnes connaissances des structures éducatives ; motivation pour le secteur éducatif. Sens du contact et des relations humaines, capacité d'écoute, de dialogue, de négociation ; aptitude à l'encadrement. Capacités d'organisation, de conduite de projets ; rigueur de gestion. Sens des responsabilités, esprit d'initiative et grande disponibilité. Connaissances en gestion financière M14. Maîtrise de l'outil informatique.

Les candidatures, dûment motivées, doivent être adressées à :

**Monsieur le Maire -Direction des Ressources Humaines  
Place du Général Leclerc - 02001 LAON CEDEX.**

### **Responsabilité pénale : selon que votre notation vous fera puissant ou misérable...**

Récemment, le tribunal correctionnel de BOBIGNY a requis en audience six mois de prison avec sursis contre une institutrice à la suite du décès d'un enfant. Au-delà des faits, cette affaire est particulièrement révélatrice des investigations auxquelles se livre le juge pénal, qui établissent un lien direct entre la faute pénale et le dossier administratif du fonctionnaire mis en examen.

- **Les faits**

La responsabilité de l'enseignante est engagée pour homicide involontaire pour défaut de surveillance à la suite du décès d'un élève de sa classe dans les toilettes de l'école. L'enfant a été autorisé par l'institutrice à quitter la classe pour se rendre seul aux toilettes, démarche semble-t-il fréquente pour des raisons médicales. Mais l'enfant a été retrouvé par ses camarades après la fin des cours, c'est-à-dire 10 ou 20 minutes plus tard, la tête enserrée dans la serviette d'un essuie-mains.

- **Les moyens invoqués**

Si l'avocat de la défense a regretté un excès de pénalisation, arguant que l'enseignante ne pouvait prévoir qu'un porte serviette dans des toilettes situées à 8 mètres de la classe serait un instrument de mort, en revanche l'accusation lui reproche de ne pas s'être soucée plus tôt de l'absence prolongée de l'enfant. Et c'est sur cette base que le juge a construit un argumentaire en lien direct avec les attitudes habituelles de l'institutrice et donc sur sa manière de servir. Le procureur a même évoqué en séance publique sa personnalité, en la liant directement aux probabilités de survenance d'un tel drame, après que l'instruction ait épluché en détails les rapports d'inspection concernant l'enseignante, et en tenant

compte d'une pétition rédigée contre elle par des parents d'élèves un an plus tôt. L'avocat de la partie civile a également tenu compte du passé administratif de l'intéressée.

Alors, chers collègues, méditons ! Certes, il s'agit là du procès d'une enseignante et non de celui d'un fonctionnaire territorial, mais soyons convaincus que le champ d'investigation très élargi auquel s'est livré ici le juge pénal n'est pas réservé aux seuls fonctionnaires de l'Éducation Nationale. Notre dossier administratif est une arme à double tranchant entre les mains du juge pénal, selon que ce dossier nous sera très favorable ou très défavorable.

\_\_\_\_\_JMG

### **Brèves de comptoir**

- **Formation**

Le CNFPT organise quelques formations dans le domaine de l'éducation, et notamment sur la question de la carte scolaire et de la gestion des effectifs. Les besoins sont-ils couverts qualitativement et quantitativement ?

En élément de réflexion, on peut souligner que l'Institut de la Performance Publique organise des séminaires sur les prévisions scolaires à Paris.

Les deux journées de travail sont facturées 6 000 francs (pauses comprises - sic), excusez du peu ! Et, de plus, on refuse du monde...

- **Code de l'éducation**

Ça y est, la partie législative est sortie après que le conseil constitutionnel ait déclaré conforme (par décision du 16 décembre 1999) le recours aux ordonnances pour l'adoption dudit code.

Au colloque de Limoges, le Recteur Claude DURAND-PRINBORGNE rappelait que ce travail a débuté, à la demande du Ministre, en 1991 et qu'il a fallu presque dix ans pour transcrire, à «droit constant», des textes législatifs (qui ont pour l'essentiel plus de 100 ans) dans un code somme toute maigrichon.

En attendant la partie réglementaire, on trouvera **la précieuse partie législative du code de l'éducation en annexe du journal officiel lois et décrets n° 143 du 22 juin 2000.**

- **Contrats et projets éducatifs locaux - Quid ?**

Le 19 avril 1999, le Député-Maire de Châlons-en-Champagne, Bruno BOURG BROC demandait ingénument au Ministre de l'Éducation Nationale de «lui indiquer la différence.... entre un contrat éducatif local... et un projet éducatif local...».

Sept mois après (JO AN du 8 novembre 1999), le Ministre lui répond en définissant ainsi le PEL : «le projet éducatif local est l'expression du volet éducation du Contrat de Ville dans sa globalité. Il prend en compte l'ensemble des dimensions transversales de l'acte éducatif...».

C'est sûr que c'est beaucoup plus clair formulé ainsi. On se demande simplement s'il était nécessaire de prendre tout ce temps pour faire une telle réponse.

\_\_\_\_\_FO

### **Tempête sous le crâne de la commission de sécurité**

Agissant à la demande du Ministre, l'Observatoire National de la Sécurité a donné un premier aperçu des résultats de son rapport sur les dégâts des tempêtes dans les établissements scolaires. Il semblerait se confirmer que les conceptions architecturales des bâtiments les plus touchés «ne seraient pas les principales responsables».

Voilà qui vient confirmer, comme nous le disions dans le n° 23 de La Communale, le non-fondé des accusations portées par des syndicats enseignants et par le Ministre lui-même, créant une rumeur colportée par la presse (notamment le Monde de l'Éducation) qui mettait en cause les collectivités locales dans leurs compétences de construction et d'aménagement des bâtiments scolaires.

Reste la question du «durcissement» des normes de constructions nouvelles.

Va-t-on vers une nouvelle commission de sécurité contrôlant la mise à ces normes des bâtiments existants ?

Quelles seraient alors les procédures et les conséquences budgétaires pour les collectivités locales ? Qui vivra, verra.

\_\_\_\_\_FO

## **Communications éducatives**

De nombreuses villes éditent des bulletins d'information sur l'action municipale à destination des écoles.

Ces bulletins, de plus en plus nombreux, de plus en plus professionnels, constituent un véritable trait d'union entre la commune et les équipes éducatives.

Citons, par exemple, ceux de Rennes, Strasbourg ou Dunkerque.

De son côté, la Ville de Strasbourg a une initiative particulièrement intéressante et qui s'inscrit dans la nécessaire communication des politiques éducatives et sportives locales, notamment dans le cadre du contrat éducatif local.

En effet, le numéro six de la revue «Percussion Sport Educ» sonne le premier anniversaire de ce support présentant «la vie quotidienne des deux services de proximité», à savoir celui des Sports et celui de l'Éducation et de la Vie Scolaire de la Ville de Strasbourg.

Il est destiné à l'ensemble des personnels de ces deux directions, avec un objectif affiché de développer, par la communication, la transversalité entre ces deux structures municipales.

Gageons qu'un tel outil de communication interne serait nécessaire dans de nombreuses autres villes, où les acteurs municipaux du Sport et de l'Éducation ont quelquefois du mal à trouver une problématique et une logique d'action commune.

### **Pour tout renseignement :**

**Mairie de Strasbourg -Centre Administratif -1, place de l'Étoile - BP n° 1049/1050 F  
67070 Strasbourg Cedex - ☎ 03.88.60.90.90 - Fax 03.88.60.95.07**

---

### **Au grand ouest, du nouveau**

Le réseau régional du grand ouest qui regroupe géographiquement les régions Bretagne et Pays de la Loire, soit 8 départements et 38 communes de plus de 15 000 habitants, a tenu sa seconde rencontre annuelle le jeudi 6 avril dans cette bonne ville de Rennes.

L'ordre du jour portait sur le Contrat Éducatif Local, l'accueil des enfants handicapés et les logements de fonction.

Pour le premier sujet, à travers nos échanges, nous avons pu vérifier que le dispositif C.E.L. recouvrait une diversité de situation, des méthodes d'élaboration très différentes et des contenus variables d'une ville à l'autre.

Aussi, il a été décidé de diffuser un questionnaire à l'ensemble des membres du réseau. A travers de nombreuses questions, il s'agira de déterminer les modalités de pilotage, d'élaboration, les champs de compétence, les sources de financement, le lien avec d'autres dispositifs existants, etc...

Bien évidemment, nous ne manquerons pas de tenir informés les membres de l'ANDEV à travers la prochaine parution d'un article dans la Communale.

Nos travaux de l'après-midi ont également indiqué une forte disparité dans les modalités d'accueil des enfants handicapés. Selon les villes, on peut trouver la mise à disposition d'un personnel spécifique pour accompagner les enfants, la réalisation d'investissements particuliers, l'existence de conventions individualisées avec l'Éducation Nationale ou rien de tout cela.

A propos des logements de fonction, bien que les situations locales soient très variables, nous nous sommes réunis autour d'un constat et d'une méthode.

L'existence du seul corps d'emploi, les professeurs d'écoles, à l'horizon 2006 oblige les collectivités locales à s'interroger sur le devenir des logements actuels.

La procédure implique une désaffectation, puis un éventuel déclassement avant toute cession à un organisme quelconque.

La prochaine rencontre du réseau du grand ouest portera sur l'aménagement du temps du midi, le contrôle de l'obligation scolaire et l'accueil des 2 ans.

### **Contacts :**

**Claudine PAILLARD - Rennes - ☎ 02.99.28.55.50.  
Jean-Marc BURBAN - Nantes - ☎ 02.40.41.64.20.  
Hervé BUREAU - Saint-Nazaire - ☎ 02.51.76.30.51. Email : [bureauh@mairie-saint-nazaire.fr](mailto:bureauh@mairie-saint-nazaire.fr)**

---



## Réseau Régional Bourgogne/Franche Comté

Au Centre-Est : du nouveau en permanence.

Le réseau régional Bourgogne/Franche-Comté a été créé entre 11 collègues, à Dijon, le 13 Mai 1998. Son champ géographique recouvre les départements de la Côte d'Or, de la Saône et Loire, de l'Yonne, du Territoire de Belfort, du Doubs, du Jura, de la Haute Saône, et d'une partie des départements de la Nièvre et de la Haute Marne.

Il se réunit régulièrement depuis cette date : 2 juillet 1998 à Beaune, 15 octobre 1998 à Dijon, 21 janvier 1999 à Dijon, 6 mai 1999 à Dijon, 21 octobre 1999 à Belfort, 20 janvier 2000 à Dijon et le 25 mai 2000 à Charquemont, au centre d'accueil des classes transplantées de la Ville de Montbéliard.

Ses effectifs s'accroissent progressivement : il comporte aujourd'hui 26 membres représentant 22 communes.

Au-delà des échanges spontanés d'informations et de documents entre collègues, auxquels contribue utilement l'annuaire interne du réseau, ses activités s'organisent essentiellement autour de deux pôles :

- des informations et des échanges sur la vie de l'association aux plans national et régionaux ;
- des travaux thématiques en séance établis en commun d'une réunion sur l'autre, les thèmes font l'objet d'une préparation de textes ou de supports juridiques par le référent, ainsi que de documents illustrant des expériences ou des pratiques des collègues, qui sont préparés et dupliqués par chaque membre puis distribués en séance.

Les thèmes abordés à ce jour ont porté sur : les problématiques des colloques de Limoges puis de Brest, les contrats éducatifs locaux, les classes d'environnement, les dépenses de fonctionnement des écoles privées, la nouvelle réglementation d'hygiène alimentaire et la méthode HACCP, l'accès aux restaurants scolaires des enfants allergiques ou soumis à un régime, et les agents d'animation des restaurants scolaires.

La dernière réunion, qui s'est déroulée le 25 mai dans le centre de nature et de plein air de Charquemont (propriété de la Ville de Montbéliard), a principalement porté sur les sorties scolaires et les conditions d'application de la circulaire du 21 septembre 1999, se substituant aux circulaires de septembre et de novembre 1997.

Ont été soulignés les problèmes du patinage avec l'évolution de la réglementation (gants et casques obligatoires) entraînant la suppression de l'activité dans certaines villes, l'intervention du syndicat des patinoires, ainsi que les problèmes liés au transport des enfants entraînant une demande de crédits supplémentaires, et enfin les dispositions relatives à l'encadrement des sorties scolaires par les ATSEM nécessitant une demande d'autorisation de sortie du territoire de la commune ou des heures de services. Toutes les villes présentes appliquent la limitation à 2 élèves par banquette, et non la réglementation du Ministère des Transports qui en autorise 3.

La prochaine réunion (26 octobre) portera sur la détermination du coût de l'éducation.

### Contact :

**Jean-Michel GRENIER - DIJON - ☎ 03 80 74 50 62. - Fax 03 80 74 53 67.**

**Email : [jmgrenier@ville-dijon.fr](mailto:jmgrenier@ville-dijon.fr)**

---

## Réseau Régional Île de France

### **Une réunion a été organisée au premier trimestre de l'année 1999-2000 :**

Cette réunion s'est déroulée le 23 Mars, à Nanterre, sur une journée complète. Elle avait pour thèmes les TIC à l'école, le matin, et, l'après-midi, le coût de l'école. Trente trois personnes ont participé, soit à l'une, soit à l'autre, soit aux deux demi-journées, représentant en tout 21 communes du bassin parisien élargi puisque quelques collègues hauts-normands étaient des nôtres. Le Président de L'ANDEV nous a fait le plaisir de se joindre à nos travaux.

Le matin, le nombre des inscrits nous a conduit à scinder le groupe en deux.

1) Les deux sessions de la matinée ont permis à chaque sous-groupe, successivement :

- de découvrir le « Cyber », espace public dédié au multimédia à Nanterre,
- d'être informé sur l'accueil des scolaires dans ce lieu, en liaison avec les projets d'écoles,
- de surfer sur quelques sites choisis (Association des internautes territoriaux, académies de la région parisienne, villes, écoles, Aef...),
- d'échanger : - sur les enjeux et les pratiques concernant l'équipement des écoles (qui prend l'initiative, pour quoi faire, quels choix techniques d'implantation, quelles liaisons avec une politique locale plus large, avec les démarches enseignantes ?...)

- sur les aspects pédagogiques de l'accès aux réseaux et aux banques de données,
- sur les perspectives techniques qui vont s'offrir aux collectivités (liaisons sans fil, matériels recyclés, nouveaux systèmes d'exploitation, intranets...),

2) La session de l'après-midi a permis d'aborder les thèmes de la gratuité et du coût de l'école.

Francis OUDOT a brossé l'histoire et les ressorts du concept de gratuité durant près de 150 ans en relation avec les deux autres socles de notre école publique : la laïcité et l'obligation scolaire. Cette mise en perspective passionnante et ces rappels, y compris réglementaires, ont permis de mieux positionner les débats actuels. Nos échanges ont pris en compte les environnements plus larges (politique tarifaire/fiscalisation/place des coopératives...) dans lesquels nous agissons, chacun en fonction de la situation de sa collectivité ; ce qui nous a conduits au deuxième point de l'ordre du jour : le coût de l'école.

A partir d'un document réalisé par le Service de l'Enseignement de Nanterre, ont été abordées et discutées, une série de centres de coûts identifiables, et les approches de chacun des collègues pour chaque rubrique.

A la fin de cet échange, Messieurs BOSMAN (Aulnay-sous-Bois) et RAITON (Chatou) se sont proposés pour rédiger une grille de référence qui sera envoyée aux membres du réseau ; les retours seront synthétisés par eux et renvoyés à chacun.

3) La dernière partie de l'après-midi a été consacrée à l'actualité de l'ANDEV, et à celle du réseau régional. Il a été convenu qu'un appel d'offres serait adressé par le réseau régional Nord-Est aux villes les plus à l'est de l'Ile-de-France, afin de voir si celles-ci ne seraient pas d'accord pour le rejoindre. La taille du réseau Ile de France est en effet une question récurrente, non tranchée à ce jour.

**Une seconde s'est déroulée le 8 juin prochain à Créteil, ayant pour thème « l'aménagement des rythmes et la gestion des activités dans les contrats éducatifs locaux » et donnera lieu à un prochain « écho » dans la Communale.**

#### Contacts :

**Alain BOCQUET - Nanterre - ☎ 01.47.29.50.60.**  
**Email : enseignement@mairie-nanterre.fr**  
**Patricia DEMOULIERE - Créteil - ☎ 01.49.56.36.59.**  
**Philippe SEFERIAN - Colombes - ☎ 01.47.60.80.52.**  
**Email : pseferian@mairie-colombes.fr**

---

#### **Réseau Régional Nord-Est**

Créé il y a maintenant deux ans le réseau régional Nord-Est s'est constitué avec les départements de la Marne, des Ardennes, de l'Aisne, une partie de la Haute-Marne, de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Il comporte aujourd'hui une dizaine de membres actifs et se réunit une fois par trimestre à Reims.

Au cours de ses deux années d'existence, le réseau a pu traiter des thèmes très variés comme le règlement des ATSEM, la HACCP, les CEL, l'accueil des enfants Handicapés, la restauration scolaire, les crédits de fournitures scolaires... Une journée a également été consacrée en Octobre aux NTIC dans les écoles avec l'organisation d'une table ronde et des démonstrations de matériels avec la collaboration de partenaires comme Apple, France Télécom, l'Éducation Nationale, Nathan...

Les questions traitées lors de la première rencontre de l'année 2000 ont porté sur les modalités de gestion des frais de fonctionnement des écoles, avec la mise en place d'un questionnaire adressé à l'ensemble des membres du réseau.

La deuxième rencontre (le 22 Juin) s'est déroulée en deux temps :

La matinée a été consacrée à l'informatique en tant qu'outil complémentaire pour l'enseignement des apprentissages fondamentaux. Une conseillère pédagogique en AIS et la responsable de la médiathèque du CDDP de Châlons-en-Champagne sont intervenues sur ce thème.

L'après midi, la rentrée scolaire, les effectifs, les inscriptions et la gestion des dérogations, les problèmes de compensation financière ont été abordés.

En dehors de ces thèmes précis, il est évident que les échanges sont riches et nombreux sur la vie quotidienne d'un service Éducation !!

Pour cette journée du 22, nous avons convenu, afin d'alléger le Réseau Parisien, de convier nos collègues de l'Oise et de la Seine et Marne à se joindre au réseau Nord-Est, dont certains ont déjà répondu favorablement. Les autres sont bien sûr les bienvenus pour notre prochaine rencontre...

#### Contact :

**Ornella DEL GIUDICE - Reims - ☎ 03.26.77.76.26. - Fax 03.26.77.76.40.**

---

## Réseau Régional Languedoc - Midi Pyrénées

Deux réseaux se structurent sur le sud-ouest :

- Le réseau Midi-Pyrénées qui s'est réuni plusieurs fois, en particulier à la fin du premier trimestre à Ramonville-Saint-Agne.

Ces réunions très fructueuses ont permis de faire le point et d'échanger sur les thèmes du photocopillage, du contrat éducatif local (de son pilotage, de son articulation avec les autres dispositifs contractuels) de la méthode HACCP, du traitement des allergies et du coût de l'éducation.

Ont également été évoquées les questions de la mise en place des 35 heures, notamment chez les ATSEM, du personnel de surveillance de restauration et d'activités périscolaires, de l'informatisation des écoles.

La question de l'offre, de la nature et de la qualité de la formation des personnels (et cadres) des services éducation a été soulevée.

- Le réseau Languedoc pourra se réunir à Montpellier, les démarches auprès de l'ENACT ayant favorablement abouti. Un tel partenariat avec le CNFPT permet, en outre, de faciliter le déplacement des collègues qui rencontrent des difficultés pour s'absenter de leur collectivité.

### Contact :

**Marie-Christine PORTET SALOMON - Perpignan**

**☎ 04.68.66.31.48 - Fax 04.68.66.34.22**

**Email : daee-direction@mairie-perpignan.com**

---

## Réseau Régional Rhône-Alpes

Le Réseau Régional Rhône-Alpes, constitué au début de l'année 1998, couvre les départements de l'Ain, du Rhône, de la Loire, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de la Drôme et de l'Isère.

Autour d'un « noyau dur » composé à l'origine des villes de Bourg-en-Bresse, Vénissieux, Annecy, Villeurbanne et Valence, se sont peu à peu agrégées une quinzaine de villes moyennes.

Si l'absence des grandes villes peut être notée, l'assiduité de nos collègues des villes moyennes aux séances de travail du réseau (4 par an) constitue un encouragement permanent et nous invite à poursuivre.

De nombreux thèmes ont d'ores et déjà été étudiés. Parmi eux :

- Les coûts éducatifs.
- L'encadrement et l'animation des restaurants scolaires.
- Les contrats éducatifs locaux et le volet éducatif des contrats de ville.
- L'occupation des locaux en dehors du temps scolaire.
- Le développement du partenariat dans l'introduction des NTICE.
- L'intégration des enfants handicapés.
- La place des aides-éducateurs dans l'école.

Chaque réunion est l'occasion de partager l'extrême richesse de nos expériences respectives et nous permet d'engager des débats passionnés autour des problématiques qui forment le cœur de notre beau mais ô combien difficile métier de Directeur de l'Éducation.

A noter que le handicap qu'aurait pu représenter l'étendue de la Région Rhône-Alpes, a pu être contourné par un pilotage collégial du Réseau, chacun des membres fondateurs ayant la responsabilité d'un ou de deux Départements.

### Contact :

**Philippe GILLES - Valence - ☎ 04.75.79.23.40**

**Email : educvv.philippe.gilles@wanadoo.fr**

**Agnès RENAUD - Vénissieux - ☎ 04.72.73.88.43**

---

## **Réseau Régional Poitou - Limousin : La fusion ! ...**

Afin de fédérer les énergies les 2 réseaux régionaux ont souhaité fusionner.

Une première rencontre a eu lieu le 11 janvier 2000 sur le thème des Contrats Éducatifs Locaux et des Projets Éducatifs Locaux.

Cette journée, animée et préparée par Monsieur Guy JOUANNIN et Madame Corinne DUPUY de la Ville de Limoges, a permis aux collègues qui ont pu y participer, tout d'abord de faire un point sur l'état d'avancement de ces dossiers dans les différentes communes et puis d'aborder ces dossiers en tant qu'engagement politique des élus dans le domaine éducatif.

Un débat intéressant a porté sur notre rôle en la matière ; à la fois en tant que force de proposition mais aussi dans celui des limites posées par notre statut.

Les échanges ont pu montrer également les positionnements différents des services de l'État dans ces dispositifs avec, selon les départements, des engagements plus ou moins forts.

En fin de journée, nous avons évoqué la prochaine rencontre qui devait être programmée au dernier trimestre de l'année scolaire et avons convenu d'aborder la question des nouvelles technologies sachant que le sujet de la restauration scolaire pourrait être à l'ordre du jour d'une autre rencontre.

Si la fusion des énergies est un plus, la fusion des agendas rend les choses difficiles. La rencontre n'a pas eu lieu... Ce n'est que partie remise.

### **Contact :**

**Jean-Michel FRICHETEAU - Orléans**  
**☎ 02.38.79.23.47 - Fax 02.38.79.20.17**  
**Email : [jmfricheteau@ville-orleans.fr](mailto:jmfricheteau@ville-orleans.fr)**

---

### **Organisation des sorties scolaires**

Monsieur Claude DOMEIZEL attire l'attention de Madame le Ministre Délégué chargé de l'enseignement scolaire sur les circulaires 97-176 et 97-176 bis des 18 septembre et 21 novembre 1997, relatives à l'organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques. Ces circulaires prévoient trois possibilités d'organisation du transport, chacune déterminant d'une manière différente le nombre de places dans le véhicule utilisé selon que le service est effectué par un transporteur public régulier, une collectivité ou une société de transport.

La réglementation générale du Ministère des Transports, moins stricte, se superpose à ces circulaires et complique la tâche des organisateurs responsables. L'organisation des sorties scolaires requiert de la part des enseignants et des municipalités la plus grande vigilance, il lui demande s'il ne serait pas envisageable qu'un texte unique réglemente le transport des enfants.

**Réponse** - La Ministre reste attachée à l'organisation des sorties scolaires. C'est pourquoi, s'agissant des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires, afin d'intégrer les adaptations qui sont apparues indispensables après une année de mise en oeuvre, les circulaires n° 97-176 du 18 septembre 1997 et n° 97-176 bis du 21 novembre 1997 précisant les règles d'organisation de ces sorties ont été revues et ont fait l'objet d'une nouvelle publication. La circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999, publiée au Bulletin Officiel hors série n° 7 du 23 septembre 1999, se substitue donc aux textes antérieurs et doit permettre, grâce à des procédures claires, une organisation efficace et simple des sorties scolaires tout en garantissant la sécurité des élèves.

Dans ce cadre, la procédure d'autorisation et de contrôle relative aux transports a été clarifiée. Ainsi, lorsque le transport est assuré par des transports publics réguliers, aucune procédure n'est à prévoir. Lorsque le transport est effectué par une collectivité territoriale ou un centre d'accueil ou par une société de transport, afin de garantir au mieux la sécurité des élèves et des accompagnateurs, le nombre de personnes participant à la sortie ne doit pas dépasser le nombre de places assises adultes, hors strapontins (signalées sur la carte violette, configuration «transports d'adultes» lorsque le véhicule n'a pas été conçu uniquement pour le transport en commun d'enfants).

L'arrêté du Ministre des Transports du 2 juillet 1982, relatif au transport en commun de personnes, avait ouvert la possibilité, sous certaines conditions, aux organisateurs de transports collectifs d'enfants en autocar, d'utiliser les strapontins. Cependant, cet arrêté a été modifié par celui du 26 février 1996, qui dispose que, à partir du 1er janvier 1997, l'usage des strapontins est interdit dans le cadre des services occasionnels de transport public. Les transports effectués dans le cadre des sorties scolaires entrent dans cette catégorie, la circulaire précitée n'a donc fait que reprendre ces dispositions en prescrivant aux agents de l'Éducation Nationale de ne pas utiliser les strapontins lors de ces transports.

En revanche, l'arrêté du 2 juillet 1982 permet aux organisateurs de transport collectif d'enfants de placer, sous certaines conditions, trois enfants sur une banquette prévue pour deux adultes. Le Ministère de l'Éducation Nationale a cependant choisi de ne pas user de cette possibilité, pour des raisons de sécurité liées notamment aux situations d'évacuation d'urgence des véhicules.

Question n° 17990  
J.O. Sénat du 09/12/1999

**Commentaires** - Dans le numéro 22 de La Communale (nov. 1999), nous avons évoqué dans un article «transports scolaires : carton rouge» la position du Ministre de l'Éducation Nationale sur le nombre d'élèves transportables dans un bus (un enfant par siège).

Cette réponse ministérielle confirme que la circulaire de septembre 1999 est plus contraignante que la réglementation du Ministre des Transports pour davantage de sécurité en cas d'évacuation d'urgence du bus.

On se souvient (cf. n° 19) qu'il s'agit en fait d'une réponse fournie aux syndicats d'enseignants suite à l'accident de la Calade où la responsabilité pénale de la Directrice de l'école primaire des Lauves avait été recherchée, sans qu'à aucun moment le nombre d'élèves transporté dans l'autobus (dont tous n'ont pu être évacués à temps) n'ait été mis en cause.

Dans les faits, l'incohérence entre les deux réglementations des services de l'État doit être réglée, localement par un arbitrage (technique et financier) de la commune, et le plus souvent au détriment du budget communal : plus d'argent pour transporter autant d'enfants.

Gageons cependant qu'avec l'arrivée des autocars dotés dorénavant d'une ceinture de sécurité par siège, il y aura une harmonisation entre les normes de construction des autocars, la réglementation du Ministre de l'Éducation Nationale et celle du Ministre des Transports, vers un enfant par siège...

Il n'y a plus qu'à mettre la main à la poche, à votre bon coeur m'sieurs dames !

FO

### Financement des manuels scolaires

Monsieur Emmanuel HAMEL attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie sur l'information parue dans «Le Figaro Économie» du 11 septembre 1997 selon laquelle une étude réalisée par une association d'éditeurs de douze pays indique que la France serait «le dernier de la classe des pays industrialisés pour le financement des manuels scolaires» et de constater qu'«à la rentrée 1997, trois élèves du primaire sur quatre n'auraient pas de livres conformes au programme en histoire, géographie et sciences et un élève sur trois en mathématiques». Il lui demande quelle est sa réaction face à ces deux constatations et quelles mesures ont été prises depuis septembre 1997, ou vont l'être lors de la prochaine rentrée scolaire, pour remédier à ces deux situations.

**Réponse** - Conscient de l'importance des manuels scolaires dans la scolarité des élèves à l'école, au collège et au lycée, le Ministre de l'Éducation Nationale a commandité une étude sur cette question à l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale ; cette étude a été publiée en 1999 par la Documentation française.

Il ressort de l'enquête effectuée que les élèves des écoles primaires ne disposent pas toujours, en effet, de manuels postérieurs aux programmes en vigueur et conformes en tout point à ces programmes. Néanmoins, les programmes de l'école primaire n'ont que peu varié dans leurs dernières présentations ; on peut donc considérer que des manuels conformes aux programmes antérieurs ne portent pas préjudice aux élèves. Ils ne sont, de plus, que des auxiliaires dans des pratiques pédagogiques élaborées par les maîtres ; ceux-ci ne sont en aucune façon asservis aux outils qu'ils utilisent et peuvent les compléter ou leur trouver des substituts pour telle ou telle partie. Jamais il n'a été exigé des maîtres qu'ils suivent intégralement les manuels qu'ils utilisent, parfois à défaut de pouvoir s'en procurer de plus récents.

De ce point de vue, il convient de rappeler que les communes allouent aux écoles des crédits sur lesquels les enseignants peuvent choisir d'acquérir des manuels nouveaux. En tout état de cause, il est très rare que les crédits alloués permettent de renouveler l'intégralité des collections de manuels. L'État prend en charge l'achat des manuels pour les collégiens ; à cette date, aucune évolution de la situation n'a été envisagée.

Question n° 10192  
J.O. Sénat du 25/05/2000

**Commentaires** - Voilà une excellente réponse du Ministre sur la question du renouvellement des manuels scolaires. Il est vrai qu'il est autant concerné (pour les collèges) que les communes (pour le premier degré).

Rappelons que l'acquisition des manuels scolaires reste (théoriquement) une dépense facultative (cf. La Communale n° 8) pour les communes mais qu'ils restent encore le principal outil pédagogique dont il est important, au plan de l'égalité des chances, que les élèves soient dotés.

Toutefois, le monde de l'édition scolaire reste en ébullition notamment sur la question des changements de programmes et ses relations avec le M.E.N. sont parfois conflictuelles, les coûts et les délais d'impression étant au centre des fluctuations de l'édition des manuels scolaires.

Voilà, en tout cas dans cette réponse ministérielle, quelques arguments de poids pour justifier une programmation «raisonnable» des dotations en vue du renouvellement des manuels.

\_\_\_\_\_FO

### Le poids des cartables

Monsieur Patrick DELNATTE souhaite retenir l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie, sur le problème récurrent du poids excessif des cartables scolaires. En dépit des nombreuses études prouvant les méfaits de ce poids pour la santé des élèves, force est de constater que rien de significatif n'a jusqu'à présent été entrepris pour régler ce problème. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser les perspectives d'action de son ministère afin de remédier à cette situation, et souhaite savoir s'il est par exemple envisageable que les élèves puissent disposer de deux exemplaires de leurs manuels scolaire (un chez et un à l'école).

**Réponse** - La volonté d'alléger le poids des cartables s'est traduite dès 1995 par la publication au bulletin officiel de l'Éducation Nationale du 26 octobre d'une note de service intitulée «Poids des cartables». Cette note proposait aux chefs d'établissement et aux membres de la communauté éducative de mettre en oeuvre des modalités concrètes pour réduire le poids des cartables qui ne devrait pas dépasser 10 % du poids moyen des élèves. L'instruction ministérielle du 25 août 1997, adressée à tous les principaux de collège, a appelé à nouveau l'attention de ceux-ci sur le poids excessif des cartables en leur demandant de mettre en place des mesures simples de manière à faciliter la vie quotidienne des élèves dans ce domaine. Il leur est notamment recommandé en concertation avec l'équipe éducative de veiller «à limiter les demandes de fournitures aux strictes nécessités pédagogiques», de réduire «au maximum les déplacements des élèves au sein de l'établissement en leur permettant autant que possible de rester dans la même salle d'un cours à l'autre» et «de leur permettre de disposer de casiers individuels fermant à clef afin de leur éviter de transporter systématiquement leurs ouvrages et fournitures».

De nombreux établissements se sont déjà engagés dans une réflexion sur ce sujet et des solutions ont été trouvées qui améliorent de manière conséquente les conditions de vie des élèves. D'autres solutions peuvent être envisagées dont celle que préconise l'honorable parlementaire.

A ce propos, il convient de rappeler que le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie entreprend déjà un effort significatif dans le domaine du financement des manuels scolaires, puisqu'en collège chaque élève dispose d'un jeu de livres de classe de manière gratuite. L'achat d'un deuxième exemplaire de chaque manuel scolaire ne saurait être effectué qu'après concertation de l'ensemble de la communauté éducative au sein du conseil d'administration de l'établissement, qui rassemble tous les partenaires susceptibles d'examiner les solutions pratiques qui peuvent être mises en oeuvre et qui s'adaptent le mieux au contexte local. En raison de l'«obsolescence» des manuels scolaires qui devraient en principe être renouvelés assez régulièrement, cette solution relativement onéreuse ne saurait être retenue que si la collectivité territoriale de rattachement intéressée donne son accord sur l'opportunité de cette démarche et est en mesure d'en assumer le financement.

Question n ° 37705

J.O.A.N. du 6 mars 2000

**Commentaires** - On finira bien par se fâcher sur la question des manuels scolaires si on considère que la solution au «surpoids» des cartables est d'avoir deux manuels identiques, un à la maison, un dans l'établissement scolaire, le surcoût étant pris en charge par la collectivité territoriale «de rattachement».

Cette dernière formulation est d'ailleurs inadaptée (ni les départements, ni les régions n'ont de compétence «générale» en matière éducative).

On peut plutôt penser que l'achat d'un deuxième manuel relèverait d'une aide à la famille (donc du champs social), plutôt que de l'investissement ou du fonctionnement de l'établissement scolaire.

En tout état de cause, c'est dans le contenu et l'utilisation des manuels que se trouve l'essentiel de la réponse à la surcharge des cartables, et non dans la multiplication des manuels !

\_\_\_\_\_FO

### Relations des parents divorcés avec les établissements scolaires

Madame Paulette GUINCHARD-KUNSTLER attire l'attention de Madame le Ministre Délégué chargé de l'Enseignement Scolaire sur les difficultés que rencontrent parfois les parents divorcés dans leurs relations avec les établissements scolaires. Les parents ayant l'autorité parentale conjointe doivent avoir les mêmes droits à l'information, en particulier recevoir les bulletins de notes trimestriels et obtenir les informations divulguées par l'intermédiaire des élèves. Ce n'est pas toujours le cas actuellement et il semble que la diffusion de ces informations dépende du bon vouloir des chefs d'établissement. Cette situation est propice au découragement des parents qui souhaitent s'impliquer dans la vie scolaire de leurs enfants. Elle souhaiterait d'une part connaître la législation en vigueur dans ce domaine et d'autre part que des consignes soient données aux chefs d'établissement.

**Réponse** - La circulaire interministérielle n° 94-149 du 14 avril 1994, relative au contrôle de la scolarité des enfants naturels ou légitimes par leurs parents, précise que dans le cas des parents séparés ou divorcés disposant tous deux de l'autorité parentale sur leur enfant, l'administration de l'Éducation Nationale doit entretenir avec ces deux parents des relations de même nature. Cela implique que les deux parents doivent être destinataires des mêmes documents.

L'attention de la Ministre Déléguée chargée de l'Enseignement Scolaire a été appelée sur certaines difficultés dans ce domaine. La Ministre a adressé aux Recteurs et Inspecteurs d'Académie, Directeurs des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, par lettre dans laquelle elle prescrit de faire parvenir systématiquement aux deux parents les résultats scolaires d'un enfant, sans exiger une demande préalable du parent chez qui l'enfant ne réside pas. Cette lettre précise également que des instructions suivront concernant le respect des droits des deux parents en ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la scolarité de leur enfant.

Question n° 31258  
J.O.A.N. du 29/11/1999

*Nous regroupons cette question avec la suivante, qui porte sur le même thème.*

### **Élection des parents d'élèves divorcés**

Madame Laurence DUMONT appelle l'attention de Madame le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la situation des parents divorcés et leur capacité à se présenter comme candidat à l'élection de délégué des parents d'élèves. La circulaire n° 94-149 du 13 avril 1994 relative au contrôle de la scolarité des enfants naturels ou légitimes par leurs parents indique que l'exercice conjoint de l'autorité parentale confère aux deux parents la même qualité pour être délégué des parents d'élèves. Cependant, conformément aux dispositions de l'alinéa 8 de l'article 18 du décret n° 85-924 du 30 août 1985, le droit de vote est attribué, sauf accord écrit contraire à celui des parents chez lequel les enfants ont leur résidence habituelle. Ainsi, le parent n'ayant pas la garde de ses enfants doit avoir l'autorisation écrite de son ex-conjoint pour se présenter au conseil d'école ou au conseil de classe. L'absence de réponse ne valant pas consentement, ce parent n'aura d'autre alternative, s'il persiste à vouloir devenir délégué des parents d'élèves, que celle de saisir le juge des affaires familiales conformément à l'article 372-1-1 du code civil.

Cette situation lui a été soumise par un habitant de sa circonscription qui n'a pu devenir délégué des parents d'élèves du seul fait du silence de son épouse qui n'a pourtant pas émis de son côté le souhait de devenir délégué. Ce mécanisme d'autorisation constitue une entrave injustifiée à l'exercice de l'autorité parentale. Il lui semblerait plus utile, l'article 18 du décret précité précisant que les parents d'élèves sont électeurs et éligibles à raison d'un seul suffrage par famille, de renverser la logique de celui-ci. Ainsi, le parent n'ayant pas la garde de ses enfants pourrait de droit et, après en avoir informé son ex-conjoint, se présenter candidat à l'élection des délégués des parents d'élèves : ce dernier garderait toutefois la faculté de s'opposer à cette candidature en lui signifiant à son tour sa volonté de se présenter à cette élection.

Elle lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser quelles mesures elle compte prendre en la matière. Elle tient à préciser qu'une telle procédure, celle proposée, empêcherait l'obstruction passive du parent ayant la garde des enfants et présenterait ainsi l'avantage de prévenir, d'une part, les risques de saisine inutile du juge des affaires familiales et de ne pas dissuader, d'autre part, les candidats, déjà peu nombreux, à la fonction de délégué des parents d'élèves.

**Réponse** - Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, fait connaître à l'honorable parlementaire que, d'une manière générale, elle est sensible à ce que puisse être mieux affirmé et mis en oeuvre le principe de la coparentalité. Cette préoccupation constituera un des aspects essentiels de la réforme du droit de la famille actuellement en préparation. Ce principe devra pouvoir se traduire de manière concrète non seulement s'agissant des décisions importantes concernant l'éducation de l'enfant, mais, dans toute la mesure du possible, dans les actes de la vie quotidienne. S'agissant de son application en ce qui concerne la scolarité de l'enfant, celle-ci fait l'objet d'un examen dans le cadre du groupe de travail interministériel constitué en 1999 à l'initiative de la délégation interministérielle à la famille sur l'école et le droit parental. En ce qui concerne plus précisément l'élection de délégués de parents d'élèves, le Garde des Sceaux se propose d'appeler sur ce point l'attention du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Question n° 38551  
J.O.A.N. du 06/03/2000

**Commentaires** - Dans le cas présent, les questions, relatives à l'application de la circulaire de 1999, sur les droits des parents d'élèves divorcés, remise d'actualité par une lettre circulaire de Madame Ségolène ROYAL, alors Ministre Déléguée à l'Enseignement Scolaire, sont plus intéressantes que les réponses (qui n'en sont pas vraiment), et renvoient à un groupe de travail interministériel sur l'école et le droit parental.

Gageons que la délégation interministérielle à la famille, sous la conduite de Madame Ségolène ROYAL, dorénavant Ministre Déléguée à la Famille et à l'Enfance, sera particulièrement attentive à cette question et fera en sorte que ce groupe de travail soit productif et efficace...

\_\_\_\_\_FO

## Situation des Directeurs d'école

Monsieur Daniel ECKENSPIELLER attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie sur le fait, que en tenant compte des seules demandes spontanées, ce sont 4 000 écoles élémentaires et maternelles qui n'ont pu être pourvues en poste de direction, à la rentrée scolaire 1999-2000. Dans une société où le plus grand nombre aspire, légitimement, à une ascension sociale, ce constat traduit un profond malaise. Les personnels interrogés invoquent, plus encore que la modicité de la bonification indiciaire dont ils bénéficient, l'insécurité juridique dans laquelle ils exercent leur missions, l'avalanche de circulaires qu'ils ont à lire, à interpréter, à transmettre, à mettre en oeuvre et, surtout, la complexité croissante de leur tâche, allant bien au-delà de ce qu'elle était il y a encore une dizaine d'années. S'ils demandent une revalorisation substantielle de leur fonction, ils demandent aussi, et surtout, du temps et de la sérénité dans l'exercice de leur mission. En conséquence, il l'interroge sur les dispositions que le Gouvernement entend prendre par rapport à ces revendications.

**Réponse** - Un effort a été fait, particulièrement ces dernières années, pour améliorer la situation des Directeurs d'école. Cet effort a concerné la formation préalable, les décharges de service, les bonifications indiciaires et l'indemnité de sujétions spéciales, ainsi que les informations sur les conditions d'exercice de la responsabilité. Le relevé de conclusions relatif à l'enseignement primaire, signé le 10 juillet 1998, prévoit, en particulier, plusieurs mesures concernant les Directeurs d'école : en ce qui concerne les décharges de service, l'application des mesures déjà prévues pour les écoles de cinq classes sera poursuivie et étendue en mobilisant le dispositif de remplacement existant et en privilégiant la voie d'un regroupement des journées de décharge dans la limite de trente jours par an sur les périodes déterminées ; les contraintes liées à certaines fonctions (Directeurs d'école, affectation en zone d'éducation prioritaire...) sont prises en compte pour l'intégration dans le corps des professeurs des écoles ; l'indemnité de sujétions spéciales versée en fonction du nombre de classes que comporte l'école, est revalorisée, en priorité en faveur des Directeurs d'école en zone d'éducation prioritaire, pour un montant de dix millions de francs en année pleine. Si, effectivement, à la rentrée 1998, le nombre de Directeurs d'école à cinq classes bénéficiant d'un quart de décharge s'élevait à 1 687 (soit 29,36 %), en zone d'éducation prioritaire (ZEP) ce pourcentage était de 72,11 %. Depuis, la rentrée 1999, 2 355 Directeurs d'école à cinq classes bénéficient d'un quart de décharge, soit 40,60 % en ZEP ce pourcentage est de 85,39 %. En ce qui concerne les avantages financiers, il convient de rappeler que tous les Directeurs d'école bénéficient de bonifications indiciaires et d'une indemnité de sujétions spéciales.

Actuellement, les bonifications indiciaires, en application du décret n° 83-50 du 26 janvier 1983 modifié, s'élèvent à trois points pour les chargés de classe unique, seize points pour les Directeurs d'école de deux à quatre classes, trente points pour les Directeurs d'école de cinq à neuf classes et quarante points pour les Directeurs d'école de dix classes et plus. A ces bonifications, il faut ajouter la nouvelle bonification indiciaire, attribuée en application du décret n° 91-1229 du 6 décembre 1991 modifié, qui s'élève à huit points pour tous les Directeurs d'école.

Tous les Directeurs d'école bénéficient de l'indemnité de sujétions spéciales, prévue par le décret n° 83-644 du 8 juillet 1983 modifié et dont la revalorisation de certains taux est intervenue par arrêté du 19 octobre 1999. Les taux annuels actuels sont de 2 271 francs pour les chargés de classe unique, 2 523 francs pour les Directeurs d'école de deux à quatre classes, 3 722 francs pour les Directeurs d'école de cinq à neuf classes et 5 202 francs pour les Directeurs d'école de dix classes et plus. Ces taux sont majorés de 20 % pour les Directeurs d'école maternelles et élémentaires qui exercent leurs fonctions en ZEP et cette indemnité peut se cumuler avec l'indemnité de sujétions spéciales en zone d'éducation prioritaire, créée par le décret n° 90-806 du 11 septembre 1990, dont le taux annuel, indexé sur la valeur du point indiciaire de la fonction publique, s'élève à 6 894 francs depuis le 1er avril 1999. Une réflexion est actuellement engagée sur les différentes dispositions à prendre pour rendre la direction d'école plus attractive et ainsi éviter qu'un trop grand nombre d'écoles restent sans Directeur titulaire de ces fonctions importantes.

Question n° 20051

J.O. Sénat du 16/12/1999

**Commentaires** - Même réponse apportées au Sénateur Claude HAUT (Sénat n° 20543 du 16/12/1999) et aux Députés Jean-Louis FOUSSERET et Patrick LEMASLE (A.N. n° 27873 et 35652 du 13/12/1999).

Dans notre numéro de rentrée (n° 21, sept. 1999), nous évoquions le problème des 4 000 postes de Directeurs d'écoles primaires vacants à la rentrée et le lien entre le constat alarmant et les problèmes de statut des Directeurs, de leur décharge de fonction et de leur rémunération.

A travers cette réponse, le Ministre effectue un point précis sur ces différents aspects.

Reste les problèmes du statut de l'école, et surtout celui de la responsabilité (civile et pénale) des enseignants, plus particulièrement celle des Directeurs.

Interrogé sur ce dernier point par le Sénateur GALUT (n° 25894, page 3277 du 29/05/2000), le Ministre répond :

«Un groupe de travail, commun au Ministère de l'Éducation Nationale et au Ministère de la Justice, qui comprend notamment des représentants des syndicats des personnels enseignants, a été installé le 6 octobre 1999. Ce groupe mène actuellement une réflexion approfondie sur le régime de responsabilité des membres de l'enseignement public résultant notamment de la loi du 5 avril 1937. Sur la question de la responsabilité pénale, il convient de rappeler que le groupe d'étude sur la «responsabilité pénale des décideurs publics», présidé par Monsieur Jean MASSOT, a remis son rapport le 16 décembre 1999 à Madame le Garde des Sceaux. Ce rapport contient de nombreuses propositions susceptibles de répondre aux inquiétudes des fonctionnaires et agents publics. Par ailleurs, la proposition de loi de Monsieur Pierre FAUCHON, Sénateur, tendant à préciser la définition des délits non intentionnels, va dans le même sens».



Jack LANG, dans son programme pour l'école, a annoncé un réexamen pour le 1er trimestre 2000/2001 de la situation des directeurs, en particulier sur leur formation et, surtout, sur la question cruciale des décharges de fonction... (Cf. également pages 17 à 19 et 23 de la présente Communale).

FO

### Le rôle des DDEN

Monsieur Georges HAGE attire l'attention de Madame la Ministre Déléguée chargée de l'Enseignement Scolaire sur les difficultés que connaît l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale (DDEN) de la Meuse. Conformément à ses missions de défense de l'école publique républicaine et laïque, cette union développe une importante activité de terrain et, dans ce cadre, revendique le maintien du droit d'initiative de ses actions. Or, ces dernières années, avec une nette aggravation depuis 1996, les rapports entre cette union et l'administration de l'Éducation Nationale ne cessent de se dégrader. Par des pratiques sectaires, l'Inspection d'Académie tente de paralyser l'action de l'Union et de déstabiliser sa direction. En restreignant les modalités d'intervention des DDEN dans les conseils d'école et en limitant le rôle des DDEN à une visite d'école et à un seul rapport annuels, l'Inspection Académique enfreint les textes légaux sur le respect et l'indépendance des DDEN. Les DDEN de la Meuse, dont les membres sont issus de tous les milieux sociaux, souhaitent qu'une coopération franche et loyale, dans le respect mutuel, soit rétablie rapidement entre leur organisation et l'administration. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle envisage de prendre afin que cessent ces dysfonctionnements de la part de l'Inspection Académique.

**Réponse** - La distribution, à l'initiative de la délégation départementale de l'Éducation Nationale, d'un questionnaire aux enseignants des écoles publiques de la Meuse a suscité effectivement certaines difficultés en 1996. En effet, outre le fait que le formulaire portait indûment le timbre de l'Inspection Académique, certaines des questions posées relevaient du domaine pédagogique, ce qui a provoqué la réaction d'un certain nombre d'enseignants.

C'est pourquoi l'Inspecteur d'Académie a été amené à rappeler au Président de la Délégation Départementale que le domaine d'intervention des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale (DDEN), tel qu'il est défini par le décret n° 86-42 du 10 janvier 1986, comprend l'état des locaux, la sécurité, le chauffage, l'éclairage, le mobilier scolaire et le matériel d'enseignement, l'hygiène et la fréquentation scolaire, qu'il s'étend plus largement à tout ce qui touche la vie des élèves, dans le cadre scolaire ou périscolaire, notamment aux centres de loisirs, aux transports, aux restaurants, aux bibliothèques et à la caisse des écoles, mais qu'il ne concerne en aucun cas les méthodes et l'organisation pédagogiques de l'école. Suivant les informations fournies par l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services de l'Éducation Nationale de la Meuse, il ne semble pas que ce différend ait fait l'objet d'une nouvelle correspondance depuis lors. En tout état de cause, l'Inspecteur d'Académie souhaite, tout comme les DDEN de la Meuse, qu'une coopération franche et loyale, dans le respect des compétences respectives, s'établisse avec la Délégation Départementale de l'Éducation Nationale. Une prochaine rencontre avec son Président sera l'occasion de réaffirmer ce principe et de déterminer ses modalités d'application.

Question n° 34155

J.O.A.N du 20/12/1999

**Commentaires** - Du rififi dans la Meuse entre les DDEN et l'Inspection Académique, qui pourrait nous laisser aller à nous réjouir de ne pas être, pour une fois, la «cible commune».

En fait, la question du positionnement et de **la pertinence** de cette respectable institution et de ses non moins respectables membres se pose sur le terrain avec une véritable acuité.

Le Ministre cantonne les DDEN au contrôle des compétences éducatives municipales. L'accès du DDEN au domaine pédagogique dans le conseil d'école, à travers l'élaboration et la discussion du projet d'école, lui semble aussi interdit qu'aux représentants de la collectivité locale ou aux représentants des parents d'élèves.

On relira avec beaucoup d'intérêt sur ce sujet les actes des rencontres de l'ANDEV de Perpignan.

Par ailleurs, dans une réponse du 03/01/2000 au BO de l'Assemblée Nationale, le Ministre rappelle que les DDEN ne siègent pas à titre délibératif au CDEN (article L 235-1 du code de l'éducation).

On peut légitimement se poser la question de l'utilité «réelle» pour l'école et pour la collectivité de cette institution dont la suppression ne porterait aucun ombrage, ni au fonctionnement de l'école, ni aux rapports entre les partenaires éducatifs :

En effet, les DDEN ne possèdent à ce jour qu'une compétence «d'interpellation» sur les questions d'état et de sécurité des équipements scolaires, dont la responsabilité est confiée, de par la loi et la jurisprudence, au Maire et dans une certaine mesure aux Directeurs d'écoles.

Les choses pourraient évoluer dans l'autre sens si la responsabilité pénale des DDEN était mise en cause à l'occasion d'un accident résultant de problèmes de sécurité des locaux et des matériels, au motif que le DDEN n'aurait pas signalé au Maire la défektivité des matériels et des locaux en cause et aurait, de ce fait, manqué à sa principale mission. Mais, nous n'allons pas gâcher le banquet annuel des DDEN par l'annonce d'une telle possibilité. La suppression pure et simple de cette institution cadrerait davantage avec le partage des responsabilités éducatives entre l'État et la commune, tel qu'il en relève de la décentralisation.

FO

## RENCONTRES NATIONALES DE L'ÉDUCATION

Les 29, 30 et 31 mars derniers, les secondes rencontres nationales de l'Éducation se sont tenues à Rennes. Cette manifestation, organisée conjointement par la Ligue de l'Enseignement et la ville de Rennes avec le soutien du Monde de l'Éducation et de la Gazette des Communes, avait pour intitulé : **«éducation et territoire : projet éducatif et développement, fatalité ou nécessité ? »**.

Durant trois jours, tables rondes et ateliers se sont alternés autour des thématiques suivantes : pluralité des lieux et des sources de savoirs, partenariat et territoire, projet éducatif et lien social, politiques éducatives territoriales dans d'autres pays européens.

L'actualité s'est invitée dans le cadre des rencontres avec l'évocation des ministres soit pour expliquer leur absence comme C. BARTOLONE, soit pour s'interroger sur les conséquences du changement intervenu rue de GRENELLE.

Au delà des personnes citées, on peut souligner une forte représentation des Fédérations des Œuvres Laïques et de l'A.F.E.V., la présence aux ateliers et aux tables rondes d'élus des villes de RENNES, BREST, NANTES, ROUBAIX, HEROUVILLE SAINT-CLAIR. Enfin, dans le public, on pouvait dénombrer la présence de différents collègues membres de l'A.N.D.E.V.

Sans prétendre à un compte rendu exhaustif, d'autant que je n'étais plus présent pour les tables rondes consacrées aux autres exemples européens, il m'a semblé important de partager les propos entendus lors des conférences de P. MEYRIEU et de J.M. de QUEIROZ.

En introduction aux rencontres, J.M. ROIRANT, Secrétaire Général de la Ligue de l'Enseignement, plaçait d'emblée les travaux autour d'un constat : « le système éducatif ne peut plus perdurer sans avoir à se transformer, ceci appelle très clairement une révolution culturelle ». Il complétait son propos par l'évocation d'une solution : « la démarche de projet éducatif territorial donne à tous ceux qui agissent et se retrouvent dans cette logique le moyen de capitaliser et mutualiser leurs expériences et leurs pratiques ».

Pour sa part, J.C. GUERIN - Inspection Générale de l'Éducation Nationale - mettait en exergue le droit des utilisateurs d'être informé sur la pédagogie employée et la nécessité de remettre en cause le triptyque une heure, une classe, un enseignant. Empruntant à E. MORIN, il soulignait l'aberration du découpage des savoirs qui ressemble plus à une logique de dispersion, d'éclatement et non de synthèse, de complémentarité. Enfin, il s'interrogeait sur l'attitude future des parents face à des enseignants qui les ont conduits dans les récents conflits et qui demain exigeront des comptes.

A son tour, A. CHAMBON expliquait que « l'école ne vit pas une crise mais une mutation suite à la fin de son travail d'homogénéisation ». Il s'interrogeait sur la question de la territorialisation de l'Éducation Nationale en ces termes : « l'Etat ne transfère-t-il pas au local les réponses à apporter à des problématiques nationales ? ».

### Conférence de Philippe MEYRIEU

Le lendemain, devant une salle comble, se tenait l'intervention de P. MEYRIEU - Directeur de l'Institut National de Recherche Pédagogique -, la conférence portait sur les notions de partenariat et de territoire avec la problématique suivante : éduquer ensemble à l'échelle d'un territoire, pourquoi ? comment ? ».

Il commença son propos en renvoyant l'éducation à trois logiques complémentaires portées majoritairement par trois institutions. La logique de filiation représentée par la famille, la logique d'instruction animée par l'école et la logique de socialisation qui revient aux acteurs associatifs.

Avant d'examiner en détail la situation rencontrée pour chacune des logiques, P. MEYRIEU a poursuivi son introduction par une série de constats à propos du système scolaire et de ses principaux acteurs.

Ainsi, en insistant sur le double sens du terme éduquer « nourrir et conduire », il soulignait la difficulté de cette mission qui veut le bien de l'autre, son émancipation, mais qui nous conduit à le faire à sa place. Paradoxe que l'on pourrait résumer par ce qui relève d'un côté de l'instruction et d'un autre par l'apprentissage. Dans le premier cas, cela relève de l'obligation, dans le second, cela ne se décrète pas mais relève du libre arbitre de l'individu. Pour lui, le système scolaire et éducatif doit gérer ces deux aspects différents et contradictoires avec une difficulté supplémentaire, on n'apprend plus sur le simple ordre des adultes.

Parallèlement, la pression de la société sur l'école est de plus en plus forte, on assiste à un véritable phénomène de consumérisme scolaire, recherche des meilleures filières, stratégies d'évitement scolaire, classes spécifiques, etc... Si ces comportements ont pu être il y a quelques années l'apanage de quelques uns, force est de constater que désormais, ils s'étendent à tous les français sur l'ensemble du territoire national.

Dans le même temps, pour P. Meyrieu, il faut se garder de stigmatiser, de juger, car tout le monde peut être à un moment donné concerné par ce type de comportement. En revanche, à travers cette éclatement du système scolaire, il faut comprendre l'inquiétude du corps enseignant face aux pressions qui exigent de sa part une obligation de résultats.

Sur ce dernier point, il a martelé son propos de cette affirmation : « la fabrication d'un individu n'est pas celle d'un objet ! ». Mais si l'on peut comprendre ce refus d'obligation de résultats, en revanche, il ne peut justifier une sorte « d'irresponsabilité sociale » qui consisterait à ne pas vouloir rendre compte.

Soulignant la légitimité des deux démarches, consumérisme des parents et résistance des enseignants à celui-ci, il nous alertait sur le risque majeur de fracture entre ces deux acteurs si nous ne trouvons pas un chemin entre ces deux pôles contradictoires.

Après ce constat peu optimiste sur l'état et l'avenir du système scolaire, P. MEYRIEU exposait son analyse des trois logiques d'éducation et sa vision du partenariat.

Celle qui relève de la filiation est en crise car la famille est exposée elle-même à des phénomènes violents (recherche identitaire, divorce/séparation) qui arrivent à la désarticuler. Si l'abandon de pouvoir de la famille sur le jeune est avéré, elle a pour corollaire la montée en puissance de l'emprise d'autres acteurs (gangs, clans, institutions, etc....).

Ainsi, P. MEYRIEU a expliqué l'enjeu par une formule dont il a le sens : « quand on abandonne le pouvoir, il y a toujours quelqu'un pour le ramasser, mais ce n'est pas forcément le meilleur ! ».

Pour la logique de l'instruction, le Directeur de l'INR.P. est parti du paradigme D'ALLAIN qui veut établir une distinction entre l'enfant et l'élève ou le jeune et l'élève. Il a illustré son propos par une citation d'A. FRANCE qui déclarait que l'enfant en accrochant son manteau et en enfilant sa blouse se « purgeait » de tous ses maux !

Si cela a fonctionné, aujourd'hui cela n'est plus le cas face à la dimension des problèmes rencontrés. Ainsi, la classe devient parfois une véritable cocotte minute ou l'élève, incapable de se dégager de ses problèmes extérieurs, ne peut aborder les savoirs qui lui sont proposés. Alors à cet instant, la classe devient un lieu de débats, avec son cortège d'irrationalité, de subjectivité, d'affectivité.

La solution peut résider dans le retour à des pratiques pédagogiques comme la main à la pâte qui en rétablissant des démarches d'expérimentation permettent au réel, au rationnel de jouer un rôle de référent extérieur et donc d'apporter de la pondération.

La troisième logique abordée par P. MEYRIEU concerne la socialisation et le rôle des associations. Reprenant ses propos tenus à Tours l'an passé (voir communale de mai 1999), il a insisté sur les phénomènes de communautarisme qui érigent les règles du groupe au-dessus de celle de la société. De façon inattendue, il a stigmatisé la politique de la ville qui ne doit pas devenir une juxtaposition d'actions identitaires des uns et des autres. La dernière partie de sa conférence a porté sur la question du partenariat.

Dans la mesure où les logiques de filiation, d'instruction et de socialisation se désarticulent, il faut que chaque acteur travaille avec l'autre dans sa spécificité. Ainsi, on ne peut pas obliger à l'autre de prendre sa place mais on doit lui laisser de la place (exemple des parents).

En conclusion, P. MEYRIEU a souligné la nécessité de construire des espaces, des agoras qui autorisent l'adhésion de chacun rendant en cela possible l'existence d'un lien social.

### **Conférence de Jean Manuel de QUEIROZ**

La table ronde de l'après-midi portait sur le projet éducatif et le lien social, en l'absence de D. LAPEYRONNIE, c'est J.M. de QUEIROZ - université RENNES 2 - qui le remplaçait au pied levé.

Ce dernier fut alerte et d'un certain point de vue salutaire car il n'hésita pas à froter ici et là quelques derrières. Plus sérieusement, J.M. de QUEIROZ nous exposa sa vision de l'école d'hier, d'aujourd'hui et celle qu'il faudrait pour demain.

Ainsi selon lui, l'histoire de l'école, de la troisième république à aujourd'hui, n'est pas linéaire. Elle est le résultat d'un compromis entre bourgeois modérés et ouvriers modérés. En ce sens, l'école est profondément idéologique, elle est ancrée et articulée avec la société, elle constitue son organe de reproduction.

Ses premières missions consistent à assurer l'intégration sociale et culturelle, la laïcité transforme l'individu en un personnage abstrait. La démarche volontariste consistait à faire entrer tout le peuple à l'école pour lui permettre l'accès aux savoirs.

Selon l'universitaire, ce modèle a fonctionné essentiellement pour trois raisons, il y avait adéquation et connivence entre le modèle éducatif familial et l'école, l'instruction était limitée dans le temps (primaire) et la possibilité d'insertion professionnelle était réelle, enfin le contexte conflictuel entre les laïcs et les cléricaux donnait le sentiment d'appartenir à un camps.

Mais depuis, cet équilibre a été bouleversé par l'effort de massification, par la fréquentation prolongée dans la scolarisation, par l'augmentation du chômage et l'expansion de l'idéologie libérale.

Aujourd'hui, nous sommes face à deux modèles d'écoles, « l'intégrisme républicain, faussement de gauche et le libéralisme scolaire faussement efficace ».

Les partisans du premier érigent les réformateurs de l'école (sociologues, pédagogues, sciences de l'éducation,...) comme les fossoyeurs de l'école. Car ils les soupçonnent de céder à la subjectivité des jeunes et les accusent de vouloir détruire l'école en voulant la remettre en cause à travers par exemple une réforme du contenu des savoirs (lycées ligths).

Leur défense consiste à avoir recours au mythe fondateur, J. FERRY, et au modèle républicain de la troisième république. Or, comme J.M. de QUEIROZ le soulignait dans son introduction, ce modèle est usurpé (système élitiste) et illusoire compte tenu du contexte actuel (accès généralisé aux savoirs).

Après avoir brossé le portrait de ceux qu'il nomme mystificateurs ou conservateurs, J.M. de QUEIROZ a entrepris de peindre les partisans du modèle libéral.

Du fait des conditions historiques spécifiques à la droite française (gaullisme et démocratie chrétienne), la société française n'est pas le meilleur endroit pour l'examiner. Aussi, à travers l'analyse de ce qui se déroule aux ETATS-UNIS et en GRANDE-BRETAGNE, pays dans lesquels le libéralisme a libre cours, on distingue un postulat, une attitude et une conséquence. Les savoirs sont des marchandises, il faut encourager le consumérisme scolaire et tant pis si cela aboutit mécaniquement à l'augmentation des exclusions.

Dans le modèle libéral, c'est le contexte local qui dicte le contenu du projet, l'école devient une organisation à la place de la posture institutionnelle. La pédagogie est relayée à une simple technique qui consiste selon les besoins des élèves à segmenter les objectifs. En ce sens, il y a un véritable danger pour les sciences de l'éducation d'être instrumentalisées.

A ces deux courants de pensées puissants, J.M. de QUEIROZ invita l'assemblée à militer pour une seconde modernité, une nouvelle école.

La voie étroite doit se construire à travers la prise en compte des territoires, une nouvelle articulation entre école et société, une révision des programmes. Sur ce dernier point, l'orateur exprima son souhait de voir un nouvel ordre encyclopédique, une nouvelle synthèse des savoirs. Les diversités culturelles doivent être appréhendées sans céder pour autant à un quelconque phénomène communautariste.

En conclusion, la solution pourrait consister à expérimenter en partant d'une clarification des objectifs, d'une déconcentration de la gestion de l'Éducation Nationale et de l'engagement d'actions en partenariat.

Bien qu'elle ne soit pas suivie d'un débat, cette intervention suscita de nombreuses réactions dans l'assistance. Il est vrai qu'elle avait l'avantage de rompre avec la langue de bois qui parfois existe aussi dans ce type d'exercice, et surtout elle exposait une critique d'hier et d'aujourd'hui avec une proposition pour l'avenir.

Visiblement, au cours de ces deux journées, comme à Brest lors des rencontres de l'A.N.D.E.V., et sans être naïf, on peut souligner qu'il y a de plus en plus d'acteurs qui sont en synergie pour affirmer un constat, afficher une ambition et proposer une solution.

En prenant le risque d'être caricatural, cela pourrait être résumé par la formule suivante : l'école de la troisième république est dépassée, il faut rénover le système éducatif et développer le partenariat.

HB

### **Échanges avec les Cadres de l'Éducation Nationale**

*De plus en plus souvent, les Services de l'Éducation reçoivent des cadres supérieurs de l'Éducation Nationale en formation initiale à l'occasion de leurs stages pratiques.*

*De même, l'ANDEV est sollicitée pour intervenir à l'école de formation des IEN et, cette année, c'est Jean-Michel FRICHETEAU qui a effectué cette mission.*

*Grâce à cela, nos homologues de l'Éducation Nationale découvrent l'étendue et la complexité de la gestion par les communes des affaires scolaires.*

*A l'occasion de l'un de ses stages, Marie-France WEISS, Cadre Administratif Scolaire et Universitaire stagiaire, procède à une relecture des missions et du statut des Directeurs d'écoles et nous reproduisons, ci-après, ses principaux éléments de réflexion :*

### **Directeur d'école : un métier qui doit évoluer**

Le décret 89-122 du 24 février 1989 dispose les compétences attendues des directeurs d'écoles. Au-delà de l'énoncé «le directeur est l'interlocuteur des autorités locales...», «veille à la bonne marche de l'école...», et «répartit les moyens d'enseignement...», se cachent des réalités très diverses et de nombreuses difficultés de mise en oeuvre, qui nécessitent de penser à un statut de l'école et de celui qui la «dirige».

Les attributions du directeur d'école sont extrêmement étendues.

## **A. Rôle du directeur d'école**

Les qualités attendues de l'enseignant - directeur d'école sont de trois ordres : scolaires et périscolaires, administratives et gestionnaires, enfin il doit assurer la sécurité des personnes et veiller aux locaux.

### **1. Les attributions scolaires et périscolaires**

Après avoir pris soin d'accueillir les nouveaux parents et enfants, ce qui contribuera à rassurer et au bon fonctionnement le jour de la rentrée, le directeur d'école doit tenir les rôles tout au long de l'année.

L'organisation de la vie scolaire des enfants suppose, qu'à la base un projet pédagogique ou d'école ait été réfléchi, en concertation avec tous les partenaires, de telle sorte qu'un fil conducteur décline la vie du groupe. Celui-ci sous-entend très souvent le renouvellement et la recherche de matériel pédagogique particuliers : informatique, audiovisuel..., la mise en oeuvre d'emplois du temps spécifiques, outre de grandes qualités de coordination et de management, le responsable doit se montrer disponible.

La déclinaison des programmes entraîne la planification de l'occupation des espaces communs : BCD, équipements sportifs, qui lorsqu'ils sont extérieurs à l'école, nécessitent d'organiser les déplacements, tout comme les voyages liés aux disciplines d'éveil et au projet d'école. Avant chaque départ, le directeur doit s'entourer de nombreuses garanties relatives au transporteur, et aux assurances des familles, après avoir instruit un dossier l'autorisant à réaliser les sorties.

La prise en charge des élèves empruntant les transports scolaires dans le cadre des regroupements pédagogiques exige une grande rigueur d'encadrement.

L'enseignement des langues et cultures d'origine au bénéfice des enfants étrangers, engendre un dispositif complexe d'accompagnement par des enseignants du second degré et un suivi rigoureux.

La politique d'intégration des handicapés en milieu scolaire et la coordination avec la commission de circonscription pré-élémentaire et élémentaire, la prise en charge des élèves en difficulté dans le cadre des RASED et autres structures, la liaison maternelle - école - collège, se réalisent dans le cadre de concertations et d'harmonisation des méthodes avec l'équipe pédagogique d'abord, mais aussi avec les partenaires extérieurs. Les comptes rendus d'étapes et finaux sont la phase cachée du processus.

En outre, l'activité de l'école est ponctuée de nombreuses actions : semaine citoyenne, semaine des parents, évaluation en CE2, santé... D'ailleurs, dans ce dernier domaine la vigilance quotidienne, les signalements de maltraitance, de plus en plus fréquents, sont préoccupants.

Pour répondre au principe de gratuité, l'achat des fournitures scolaires est pris en charge par les services municipaux en coordination avec le directeur d'école. Il est particulièrement complexe. Les besoins liés d'une part à la nécessité de diversifier les supports d'enseignement, à la mise en adéquation avec le projet pédagogique, et d'autre part aux possibilités du marché, sont difficiles à satisfaire. En outre, les agglomérations importantes sont contraintes d'utiliser la procédure des marchés publics et attendent la contribution des responsables pédagogiques. Il en va d'ailleurs de même pour les fournitures administratives.

Le planning d'occupation des salles de classe, l'organisation du temps scolaire des enfants accueillis pour le repas du midi et les activités du soir dans le cadre de l'aménagement du temps scolaire, constituent autant d'obligations pour le directeur d'école tout comme l'ordonnancement administratif et gestionnaire de la structure.

### **2. Les attributions administratives et gestionnaires**

L'élève est au centre du système éducatif et doit d'abord y être inscrit ; ceci relève de la compétence du directeur qui s'assure que chacun arrive à l'école avec un certificat d'inscription délivré par le Maire de la commune et en sort avec un certificat de radiation. Pour la bonne organisation des services de scolarité, mais aussi du service municipal d'accueil et de restauration, il importe de mettre à jour les listes qui lui sont adressées et de signaler les absences.

L'aspect statistique couvert par la tâche ci-dessus se double de renseignements indispensables que le responsable doit communiquer à ses supérieurs hiérarchiques aux fins de prévisions et de constats de rentrée, mais aussi dans bien d'autres domaines.

Par ailleurs, l'instruction des dossiers d'entrée au collège occupe une place importante.

Le directeur est au coeur d'une équipe d'enseignants et éventuellement de stagiaires qu'il faut accueillir et entourer. Il lui revient aussi d'organiser leurs services, solliciter leur coopération aux différentes réunions statutaires et non statutaires, les informer des instructions ministérielles et également signaler les absences aux services académiques.

L'organisation et le compte rendu des différents conseils tiennent une place importante.

De plus en plus, la participation d'intervenants extérieurs, dont il faut s'assurer qu'ils sont agréés, est sollicitée.

Cette «démocratie» est ponctuée d'élections au conseil d'école et d'élections professionnelles. Elle a obligatoirement un règlement intérieur négocié et voté par tous les intéressés. Tout ceci est également à finaliser.

De plus, la municipalité met à la disposition des écoles du personnel d'entretien et d'accueil. Celui-ci doit être encadré et orienté dans son activité. Il est sous l'autorité hiérarchique du directeur, administrativement rattaché à la collectivité territoriale, avec laquelle il doit entretenir des liens de concertation et de coordination.

Ce lien également indispensable en matière de locaux, et qui sera traité ultérieurement, entraîne des contraintes particulières lorsque les lieux sont prêtés à des tiers ; il faut en assurer la disponibilité et les faire visiter après qu'une convention ait été signée avec le Maire. (Art. 25 loi du 22/07/1983).

Sans revenir sur la confection des bons de commande utiles à l'enseignement et qui peut aussi se rattacher à des compétences administratives, il ne faut pas occulter tous les besoins de papeterie, téléphone et diverses fournitures liés au fonctionnement général de l'école.

En outre, le suivi de la santé des enfants oblige à planifier les vaccinations, visites médicales et, si nécessaire, à coopérer avec différents services sociaux et de l'État. A cela s'ajoute la rédaction des rapports d'accident.

En tout état de cause, le directeur entretient des relations permanentes avec la Mairie, propriétaire des locaux, et qui assure la logistique scolaire.

### **3. La sécurité des personnes et des locaux**

Responsable de la sécurité des personnes, le directeur d'école est présent aux visites de la commission de sécurité et veille aux suites à donner. Il sollicite des services municipaux les mesures d'urgence pour préserver l'intégrité de tous, fait vérifier périodiquement les installations techniques et est chargé de la tenue du registre de sécurité.

Les bâtiments font l'objet d'une vigilance particulière de la part des services de la commune, toutefois, le directeur est la première personne à même de signaler toute effraction, tout danger, et de s'assurer du bon fonctionnement des installations.

Par ailleurs, il transmet les besoins en locaux ou d'aménagement, les demandes de travaux, tout comme le renouvellement du mobilier. Ces suggestions peuvent lui être faites lors des réunions des différents conseils ou relever de l'usage normal des installations.

Après avoir dressé les devoirs du directeur d'école, il convient de s'interroger sur les moyens dont il dispose pour y parvenir.

## **B. Assurer le rôle de directeur d'école : une gageure ?**

La tâche du directeur d'école s'est sans aucun doute alourdie depuis les lois de décentralisation, toutefois ses moyens d'action n'ont pas changé. Le fonctionnement du système éducatif en souffre, les acteurs sont insatisfaits, le moment est venu de réfléchir à une nécessaire évolution vers un statut de l'école et de celui qui la dirige. Le rapport réalisé par Claude PAIR et remis en février 1998 n'a pas perdu de son actualité. Cependant, des résistances fortes à sa mise en place demeurent.

### **1. Le directeur à la tête d'une équipe**

Actuellement, encore un tiers des écoles n'ont qu'une ou deux classes et représentent 10 % des élèves, 6 000 sont à classe unique dont 3 000 hors regroupement pédagogique intégré (RPI). L'accompagnement pédagogique de l'IEN est lui aussi difficile, puisqu'il a en moyenne 300 enseignants sous sa responsabilité, ce qui peut, en milieu rural, représenter un travail sur plus de 70 écoles. Le pilotage hiérarchique est impensable dans ce cadre.

L'étroite imbrication de l'école avec les communes et les familles représente une richesse indéniable, mais sa conduite relève d'un exercice de haute voltige.

Il est tentant de penser qu'étant placé à la tête de l'équipe pédagogique, le directeur dispose d'un pouvoir hiérarchique ; or, il n'en est rien. Il ne peut agir que par persuasion, conviction ou par ses qualités de management. Si un membre de l'équipe n'adhère pas au projet pédagogique, rien ne peut l'obliger.

Le travail en équipe pourtant indispensable se heurte à deux écueils :

- Dans une école trop petite, le travail collectif perd de son sens ; actuellement, encore trop peu d'expériences de réseau suffisent à y remédier. Par ailleurs, la multiplication des instances demande un très grand investissement auquel les maîtres ne peuvent plus répondre.

- Dans le même esprit, l'éventuelle assistance sur laquelle le directeur peut compter pour participer à l'encadrement des enfants hors temps scolaire s'appuie de plus en plus sur des intervenants extérieurs. Les élèves perdent leurs repères face à cette dispersion.

En outre, bien qu'une grande majorité de moyens provienne des communes, l'absence de statut juridique et d'autonomie financière entraînent des risques de pratique de gestion de fait. Les collectivités territoriales réalisent des achats directs, mais qui ne peuvent couvrir la totalité des besoins de l'école. Les menues dépenses sont souvent prises en charge sur la coopérative scolaire alors que ce n'est pas son but.

De plus, la multiplication de dispositifs complexes : projets impliquant des financements croisés, prise en charge administrative et financière des aides-éducateurs... ne trouvent que des solutions insatisfaisantes au plan juridique.

## **2. Propositions**

### **a. Regroupement d'écoles**

Le minimum viable semble être le regroupement de trois écoles, soit une classe au moins par cycle. Actuellement, les RPI prennent forme, après négociations parfois longues avec les communes intéressées mais elles n'ont aucun statut.

### **b. Créer des établissements du premier degré**

15 à 30 classes pourraient utilement être gérées au sein d'un établissement du premier degré dont l'organisation pourrait s'inspirer de l'EPLE du second degré, afin de ne pas créer trop de structures à statuts différents.

En milieu urbain, le groupement de 15 classes élémentaires et de l'école maternelle la plus proche, dépendant d'un même secteur de recrutement de collège, semble la taille adéquate.

En milieu rural, la même considération vaut pour 10 écoles de 3 classes.

## **3. Avantages de la mise en oeuvre du changement**

Au plan pédagogique, la taille de l'établissement permettrait un travail d'équipe riche, éventuellement de réfléchir à y délocaliser la formation et peut-être, à terme, d'y organiser les remplacements. En outre, le temps libéré, du fait qu'un certain nombre de directeurs n'auront plus cette fonction à assumer, bénéficierait aux élèves et à leurs parents.

Au plan administratif, cette organisation entraînerait un partage des ressources, la possibilité d'une réelle gestion financière et permettrait d'envisager la mise en place de régies de dépenses.

Au plan démocratique, un conseil d'administration, mis en place dès l'entrée en primaire, sensibiliserait les parents beaucoup plus tôt à la nécessité de s'impliquer dans cette instance. Un chef d'établissement, échelon hiérarchique, recruté par concours et assisté d'un secrétariat, pourrait également être un débouché de carrière pour les professeurs d'écoles. La question demeure de savoir s'il est nécessaire qu'ils gardent quelques heures d'enseignement, de remplacement par exemple.

Au plan institutionnel, un statut permettrait à la commune de régler de nombreuses difficultés liées à la gestion des menues dépenses : téléphone, affranchissement, petites fournitures administratives... L'IEN serait, lui aussi, déchargé d'un certain nombre de tâches administratives et pourrait recentrer son activité sur l'essentiel.

En conclusion, ce statut reconnaîtrait officiellement le rôle du directeur et le rendrait plus attractif ; il faciliterait le fonctionnement de l'école.

## **4. Les obstacles au changement**

Les regroupements pédagogiques ne peuvent être opérés que par négociation avec les communes. Or, les intérêts en jeu sont importants, divergents, politiquement délicats. Leur dénouement nécessite parfois quelques années.

Le réaménagement des décharges sera douloureux car entraînera une perte financière pour les directeurs qui n'assureront plus cette fonction ; une phase transitoire sera utile. Cependant, en terme de finances publiques, le gain en terme d'indemnités provenant des économies ci-dessus ne couvrira certainement pas le financement nécessaire aux rémunérations des nouveaux personnels : chefs d'établissements, agents comptables et secrétaire, ainsi que les crédits de déplacements subséquents à cette nouvelle organisation.

Une évolution de la profession de directeur d'école semble inéluctable. Le système éducatif y gagnerait en efficacité, efficience, respectabilité et cohérence. L'enfant et sa famille seraient, par ailleurs, confrontés à une organisation harmonieuse tout au long de la scolarité. La suppression de doublons serait bénéfique aux acteurs : enseignants et inspecteurs. La mise en oeuvre d'une réglementation financière clarifierait les pratiques actuelles.

## VOLETS EDUCATIFS DES CONTRATS D'AGGLOMERATION

*L'agglomération grenobloise a été retenue comme site pilote pour penser une nouvelle politique de la Ville.*

*Pour ce faire, les communes de l'agglomération ont proposé à l'État et aux autres partenaires de travailler en croisant les thèmes et les territoires ainsi qu'en mutualisant les crédits.*

*Parmi ces thèmes, celui de l'éducation et de la formation constitue l'un des axes forts du futur contrat d'agglomération.*

*Nous nous posons la question de la contribution qu'était susceptible d'apporter une commune suburbaine dans ce type de démarche, dont on peut penser qu'elle est essentiellement dirigée par la ville centre.*

*Notre collègue Corinne MASSON, Responsable du Secteur Éducation de la commune de Pont-de-Claix, nous montre, à travers la contribution de la commune de Pont-de-Claix proposée en mars 2000, la richesse de l'apport de la réflexion des communes moyennes dans la démarche des contrats d'agglomération.*

### **Contribution de la Ville de Pont de Claix à l'élaboration de la convention thématique éducation-formation du contrat d'agglomération**

La commune de Pont-de-Claix (11 650 habitants) fait partie de l'agglomération grenobloise.

Elle s'est déjà engagée en décembre 1999 sur un axe global concernant l'éducation, en préalable à la signature d'un contrat éducatif local. La ville souligne qu'elle s'attache «à la réussite de l'enfant et du jeune tant **scolaire** que **sociale**». L'éducation n'est donc pas envisagée dans la dimension uniquement scolaire.

C'est donc cette démarche qui guide la recherche de sens au volet Education-formation. du contrat d'agglomération.

C'est pourquoi, en s'appuyant sur les propositions faites lors des conférences thématiques d'acteurs (en particulier par l'Éducation Nationale) mise en place pour la préparation du volet éducation-formation du contrat d'agglomération, et de la convergence avec ce que vivent les habitants de Pont de Claix, la ville propose de souligner les 3 thèmes suivants :

- L'accueil des enfants de 2 à 3 ans,
- L'éducation physique et sportive dans la ville
- La formation citoyenne.

#### **1) L'ACCUEIL DES ENFANTS DE 2 A 3 ANS**

Dans le cadre de la relance de l'éducation prioritaire et de la mise en place des réseaux d'éducation prioritaire et des contrats de réussite, une des orientations est : «encourager la scolarisation précoce»<sup>1</sup>. Si la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans est possible, il n'en reste pas moins nécessaire de réfléchir aux conditions de cet accueil.

La ville de Pont de Claix a ouvert les écoles maternelles aux enfants de 2 à 3 ans.

A partir d'un diagnostic effectué auprès de toutes les directrices des écoles maternelles, un manque de personnel est apparu pour certains moments de la journée. L'accueil des enfants de 2 à 3 ans requiert la présence de plus d'un adulte enseignant pour 25 enfants. En dehors de la mise à disposition des ATSEM<sup>2</sup>, la ville ne peut à elle seule fournir la présence complémentaire nécessaire au bon accueil des enfants.

La crèche collective, la halte garderie offre une qualité d'accueil différente compte tenu du nombre d'adultes spécialisés plus important, de locaux aménagés et de jeux mieux adaptés.

A travers l'étude des choix des parents entre école et structure petite enfance, des enjeux sont repérés tels que : gratuité de l'école et tarif des lieux d'accueil petite enfance, rôle attribué par les parents à l'école...

Des professionnels de la petite enfance attirent l'attention sur le besoin de repères des très jeunes enfants et la nécessité de construire une véritable école pour eux.

Jean EPSTEIN<sup>3</sup>, psychosociologue, nous indique que «l'étude approfondie des facteurs favorisant la violence chez les jeunes est extrêmement éclairante sur la fonction que remplit l'accueil de la petite enfance en matière de prévention». L'accueil collectif joue un rôle majeur dans la prévention, qu'il s'agisse du développement social de l'enfant mais également dans la construction du lien enfant-parent.

Il semble bien que des transitions soient à rechercher entre les structures petite enfance et l'école.

Des formes de partenariats sont à trouver en accord avec l'Éducation Nationale, la PMI, la CAF et bien sûr les familles ; des lieux passerelles pourraient exister sur les quartiers.



La ville souhaite s'engager dès le mois d'avril dans une réflexion technique avec tous les partenaires éducatifs impliqués localement. Cette décision a été validée en bureau municipal du 23 mars 2000.

Plusieurs communes de l'agglomération grenobloise sont concernées par cette problématique.

## **2) L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE**

L'éducation physique et sportive se définit dans sa conception globale. Le sport ne se limite pas à une spécialité de type associative, scolaire ou inorganisée.

Dans le contrat ville de l'agglomération, il n'y a pas de thématique sportive développée. Nous en déduisons que le sport participe d'une dynamique transversale pour chacune des thématiques. Il est un des outils de développement des thématiques suivantes : santé, délinquance, emploi et éducation-formation.

Le risque de la transversalité est de segmenter la conception du sport. Pour limiter ce risque, nous pensons que le thème éducation-formation est prioritaire et que les autres thèmes deviennent par conséquent périphériques. Le sport ne peut pas se réduire à l'insertion ou à la prévention de la délinquance. Il participe de la formation citoyenne. Il s'adresse à tous les publics

La politique sportive de la ville s'appuie aussi bien sur ses propres forces (éducateurs, animateurs) que sur le tissu associatif local pour développer des actions sportives en direction de la population. Elle se développe, soit sur des projets propres à la commune, soit dans le cadre d'une coopération intercommunale.

Aujourd'hui, la ville s'inscrit déjà sur les différents temps de la vie de l'enfant (temps scolaire, temps périscolaire et extra-scolaire) et dans des actions de proximité validées par les élus : médiation des espaces et des équipements sportifs, découverte et initiation aux sports, accès aux pratiques sportives structurées.

La ville souhaite transformer, dans le cadre d'une pratique de l'éducation physique adaptée, le rapport que l'individu entretient à travers son corps à l'environnement social et géographique.

## **3) LA FORMATION CITOYENNE**

Claude JAQUIER<sup>4</sup> définissait le principal atout de la région grenobloise comme «celui d'offrir des leviers pour que s'établissent les synergies nécessaires entre tous les acteurs urbains autour d'une identité à construire et à reconstruire sans cesse».

Lors des conférences thématiques, le débat a été élargi à l'apprentissage de la citoyenneté. Cette notion fait référence à des sens multiples (accomplissement de soi, respect d'autrui...). Il s'agit de comprendre comment en pratique s'envisage et s'enclenche une transaction de type civique entre agents des services, élus et habitants.

Dans les actions inscrites par la ville de Pont de Claix, les modalités de participation des habitants ont été prévues. Les élus ont validé des fiches actions telles que :

- Formation d'adulte relais pour établir le lien école/ famille /quartier ; créer lieu d'échanges (action éducation-formation A.4.2.).
- Soutien aux associations de locataires en permettant aux habitants de devenir acteurs de leur statut de locataire, notamment collectivement (action habitat, logement, intégration urbaine, déplacements A.2.3).
- Dynamisation des personnes les protants à s'impliquer dans la vie locale (action économie, accès à l'emploi A.3.1.).
- Accompagnement des associations de quartier et groupe d'habitants (action C.1).
- Promouvoir et soutenir des projets ayant un intérêt pour la vie sociale de quartier et présentés par des groupes d'habitants (action Fonds d'initiatives locales C.2)
- Actions collectives avec la participation des personnes concernées (action accompagnement des personnes âgées souffrant d'isolement notamment issues de l'immigration C.3).

La formation citoyenne recouvre donc des groupes constitués d'habitants réunis sur la base d'une proximité d'habitat. Ils définissent un projet de travail, sur un secteur ou un problème qu'ils jugent prioritaires pour le quartier et se rencontrent dans un cadre, un espace «commun».

«C'est un espace de rencontre, de mise en commun, un espace partagé au sens que l'on dit d'une valeur, d'un sentiment. C'est un lieu, le lieu, où se reconnaissent, se vérifient, se consolident la teneur et la force du lien collectif»<sup>5</sup>.

Le lien social pourrait donc être développé au sens de la politique de la cité et faire apparaître des débats coopératifs dans les affaires essentielles de la vie des citoyens.

1. Bulletin officiel de l'Éducation Nationale du 28 janvier 1999, orientation n°4 : « il y a lieu, avec l'ensemble des partenaires intéressés (protection maternelle et infantile, caisses d'allocation familiales, collectivités locales, etc...) d'inciter les familles à scolariser leurs jeunes enfants dès l'âge de deux ans ».
2. Agent territorial spécialisé des écoles maternelles
3. Jean EPSTEIN, psychosociologue, article in « le journal de l'Action sociale » février 2000, p 21.
4. Claude JAQUIER, chercheur au CNRS, compte rendu des conférences thématiques d'acteurs, contrat ville de l'agglomération grenobloise, p 23.
5. Robert FRAISSE, les annales de la recherche urbaine n°68-69, p 126.

\_\_\_\_\_CM

*Chaque commune de l'agglomération grenobloise a apporté sa contribution dans un échange entre techniciens, représentants des institutions et élus. Le tout a été synthétisé dans un projet de «convention thématique éducation formation» qui est en cours d'achèvement.*

*Le contrat de l'agglomération grenobloise comporte trois niveaux de territoire selon le type de handicaps urbains et sociaux et six thèmes, dont celui de l'éducation qui constitue l'un des axes majeurs.*

*Pour toute explication et complément d'information, on peut s'adresser à :*

**Corinne MASSON - ☎ .04.76.29.80.60 - Fax 04.76.29.80.61**  
**Email : Corinne.Masson@ville-pontdeclaix.fr**

## **ÉDUCATION ET INTERCOMMUNALITÉ : LA RECONCILIATION DE L'ÉCOLE ET DE SON TERRITOIRE ? QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION**

«C'est au prix d'une réforme du système éducatif alliant réécriture de la décentralisation et de la déconcentration de l'éducation en France que l'école pourra renouer avec son territoire.» Telle était la conclusion du dossier consacré à la carte scolaire dans le numéro précédent de La Communale.

Mais, comment aujourd'hui peut-on encore espérer faire évoluer un système centré sur un appareil scolaire qui semble ne pouvoir s'affranchir d'un mouvement perpétuel de réformes et de contre réformes, sous l'oeil incrédule des enseignants et sous le contrôle méfiant de leurs organisations syndicales ?

Une telle réflexion pourrait aisément être mise au crédit de l'ex-Ministre, Claude ALLÈGRE, qui plaidait en «homme libre», quelques jours après sa destitution, pour une décentralisation accrue de l'Éducation Nationale «confiant les écoles aux communes, les collèges aux départements, les lycées aux régions, **personnels compris**».

Il ne fait pas de doute que Monsieur ALLÈGRE allait ainsi beaucoup plus loin que les élus locaux eux-mêmes, qui n'ont jamais revendiqué le transfert de la gestion des personnels enseignants dans leurs compétences.

Mais au regard des pratiques d'autres pays européens, on s'aperçoit rapidement qu'il n'y a pas seulement dans les propos de l'ancien Ministre une simple rancœur à l'encontre de ceux qui l'ont abattu, tel le colosse aux pieds d'argile : N'en déplaise à la plupart des thèses officielles en matière de sciences de l'éducation, l'avenir du système éducatif passe résolument par la mise en place d'un management de l'institution alliant une déconcentration et une décentralisation radicales.

### **• Déconcentration/Décentralisation**

Ce qui paraît frappant, au-delà du poids des dogmes évoqué dans notre précédent dossier, c'est la confusion courante en matière d'enseignement, et particulièrement en matière d'enseignement élémentaire, entre les missions éducatives déconcentrées (c'est-à-dire attribuées à une autorité administrative locale relevant toujours directement de l'État) et les missions éducatives décentralisées (c'est-à-dire confiées à une autorité locale dotée d'une personnalité morale s'administrant librement dans l'intérêt public, sous le simple contrôle de légalité exercé par l'État) <sup>(1)</sup>.

La confusion est d'autant plus forte que, dans le primaire, ni les missions déconcentrées exercées par le Maire (inscriptions scolaires, délimitation des périmètres scolaires, contrôle de l'obligation scolaire, modification des horaires d'entrée et de sortie), ni certaines missions décentralisées relevant de la commune (personnels éducatifs, techniques et d'animation de l'école, gestion de l'utilisation des locaux d'enseignement hors temps scolaires, gestion directe du fonctionnement de l'établissement scolaire) n'ont été confiées en 1982, pour le secondaire, au Conseil Général (ce dernier recevant, par contre, une compétence en matière de transport scolaire).

Il n'y a donc pas de «parallélisme des formes» entre les trois niveaux (maternelle, primaire, collège) constituant la base du système scolaire, les deux premiers niveaux restant fortement ancrés sur le local, et plus exactement sur la commune. Les constats récents sur le fonctionnement du troisième niveau amènent à s'interroger sur la pertinence, (eu égard aux objectifs fixés par la réforme du «collège unique»), des choix effectués tant en matière de décentralisation (concernant uniquement la construction, les grosses réparations des bâtiments et les dépenses de fonctionnement des collèges), qu'en matière de déconcentration au profit des EPLE.

En 1982, les départements (dont on parlait déjà de la disparition), à la recherche d'une légitimité nouvelle, ont accepté de prendre en charge l'obligation de construction et de fonctionnement des collèges (art. L 213-2 du code de l'éducation) : Pour ce faire, ils ont eu recours à des transferts partiels de personnels de l'État, (notamment d'Inspecteur d'Académie détachés) et surtout, ils ont consenti des efforts budgétaires sans précédent ni commune mesure avec la dotation d'État censée compenser le transfert de compétences. Ils ont alors adopté un comportement «d'aménageurs», aucun d'entre eux (à quelques rares exceptions près), n'ayant eu réellement de «politique éducative départementale».

Ainsi, la compétence qui leur est dévolue par les articles 25 et 26 de la loi du 22 juillet 1983 (la possibilité d'organiser, à l'intention des élèves, des activités éducatives, sportives, culturelles, complémentaires à l'enseignement dans les collèges, pendant et hors du temps scolaire) n'a pas été mise en oeuvre par les Conseils Généraux, qui limitent le plus souvent leur «projet éducatif local» à l'élaboration du programme prévisionnel des investissements prévu à l'article L 213-1 du code de l'éducation.

Plus curieusement encore, des départements affichent une politique éducative à travers des dotations très importantes pour l'implantation de réseaux informatiques dans les établissements scolaires, alors que les textes réglementaires de 1982/1983 avaient expressément laissé à l'État la charge de l'équipement des collèges en matière de nouvelles technologies.

La «commission pour l'avenir de la décentralisation», présidée par Pierre MAUROY, a semble-t-il écarté, une nouvelle fois, l'hypothèse de la disparition de l'échelon départemental (on comprend aussi que les élus n'aient pas envie de scier la branche sur laquelle ils sont assis), préférant se fixer sur la redéfinition de la circonscription électorale du département en prônant la mort du canton pour plus de «solidarité» (c'est un doux euphémisme) entre les territoires ruraux et urbains.

La commission MAUROY ne s'est semble-t-il pas davantage penchée sur la question de l'existence réelle d'un «intérêt local» du département à agir dans le domaine de l'enseignement et, de ce fait, a écarté la réécriture de la décentralisation du second degré (en particulier l'hypothèse de regrouper les compétences éducatives du premier degré et du premier cycle du second degré au niveau communal ou supra-communal).

Selon elle, le nouvel élan de la décentralisation doit être trouvé dans **l'intercommunalité**, en franchissant un pas supplémentaire par l'élection au suffrage universel direct des conseillers communautaires.

L'évolution récente de la prise en charge par les communautés des communes (en particulier celles concernées par des regroupements pédagogiques) et la richesse des réflexions menées en milieu urbain (sur les volets éducatifs des contrats d'agglomération), mettant en valeur l'existence **d'un intérêt éducatif intercommunal**, qui pourrait constituer la base d'une réécriture des missions décentralisées et déconcentrées pour les écoles et les collèges au profit du groupement intercommunal rural et urbain.

C'est ainsi qu'émergent, de façon récurrente, des thématiques relevant de l'action éducative locale relatives à des orientations et des moyens d'actions communs sur des territoires «extra-communaux».

- **La problématique de la petite enfance** met en valeur les conditions d'accueil et la cohérence des objectifs éducatifs sur la tranche d'âge 0 - 3 ans, entre les structures municipales crèches, haltes-garderies) et les écoles maternelles sur le même territoire, sur la répartition des capacités et des modalités d'accueil entre les communes.

La préscolarisation «quasi obligatoire» (3 - 6 ans) (dont le taux approche 100 %) continue, par ailleurs, de soulever la question de la pertinence de l'existence des structures éducatives séparées (primaires - maternelles), qui bénéficient aujourd'hui de personnels d'orientations pédagogiques de fonctionnement institutionnels identiques (la question de la consistance réelle du cycle 2 et de la «primarisation» de la section des grands n'étant que la face visible de l'iceberg).

- **La question du contrôle de l'obligation scolaire** implique que l'on s'interroge sur les objectifs et les moyens dont dispose le Maire pour faire face à cette mission qui couvre le champ de la scolarisation de l'école au collège.

Mis en place à une époque (il y a un siècle) où l'enseignement obligatoire ne concernait que l'enseignement primaire, ce contrôle s'établissait de façon cohérente avec la compétence d'inscription des élèves à l'école communale.

On peut penser qu'il devrait exister un fichier commun aux primaires et aux collèges, reposant notamment sur les fichiers d'inscriptions eux-mêmes liés, à travers la carte scolaire, au domicile des parents.

- **La carte scolaire et la mixité sociale**

On ne fera que rappeler les conclusions de notre précédent article (La Communale n° 23). L'action en matière de carte scolaire doit reposer sur un projet éducatif local établi à l'échelle de l'agglomération. On doit envisager le transfert des pouvoirs déconcentrés des Maires dans le primaire au Président de la structure intercommunale en les étendant à la délimitation des districts scolaires des collèges (actuellement gérés par les Inspecteurs d'Académie). De ce fait, l'inscription et le contrôle de l'obligation scolaire pourraient être également transférés à ce niveau intercommunal.

- **Rythmes scolaires et animations périscolaires**

La prise en compte de «l'intérêt de l'enfant» et la coordination de toutes les animations concourant, avec les apprentissages scolaires à l'éducation des jeunes, ne sont compatibles ni avec les stratégies institutionnelles de repli (séparant les espaces, les temps et les compétences), ni avec les segmentations des territoires.

Objectifs, contenus, qualifications des animateurs, qualité des équipements et des matériels, gestion des déplacements nécessitent une coordination des acteurs scolaires, culturels, sportifs, sociaux, familiaux et une cohérence en terme de continuité entre les territoires d'un même «bassin éducatif» et entre les niveaux d'enseignement (en particulier primaire - secondaire).

Au-delà de l'établissement, du quartier, de la commune, l'échelle intercommunale s'impose davantage encore si l'on intègre les objectifs de prévention de la délinquance juvénile en milieu urbain, et d'aménagement du territoire en milieu rural.

- **La gestion de l'établissement scolaire primaire**

Si, progressivement, la nécessité de l'évolution du statut du Directeur d'école s'affirme (cf. pages 13 et 17), les hypothèses sur l'évolution du statut de l'établissement scolaire primaire (qui conditionne l'évolution du statut du chef d'établissement) ne manquent pas.

Nombre d'entre elles reposent sur une «fusion administrative» des actuelles écoles élémentaires dans des établissements plus ou moins semblables et/ou plus ou moins rattachés aux collèges, établissements publics d'enseignement.

La forme ultime d'intégration consisterait à inventer un nouvel EPLE intégrant tous les établissements (maternelles, primaires, collèges) relevant du même territoire scolaire, mettant en commun les compétences et les ressources administratives, techniques, financières, juridiques, tout en laissant une autonomie pédagogique «coordonnée» par les projets d'établissement à chacun.

Tous ces postes convergent vers une même hypothèse d'évolution qui mérite d'être explorée. Voit-on émerger un «intérêt éducatif intercommunal» ?, qui associe les acteurs locaux dans un projet éducatif d'agglomération (ou de la communauté de commune) ?

Peut-on envisager que par des réformes conjointes de l'appareil scolaire et des institutions locales, le futur établissement local d'enseignement couvre l'ensemble de l'échelon de base du système éducatif (maternelles, primaires et collèges) et soit géré dans une nouvelle répartition de compétences entre l'Éducation Nationale et la collectivité locale intercommunale ?

On peut légitimement penser que l'émergence des volets éducatifs ambitieux dans les contrats d'agglomération relevant de la politique de la ville est un signe précurseur d'un phénomène qui trouverait dans l'intercommunalité les fondements de la réconciliation de l'école avec son territoire.

(1) Cf. sur ces questions «le droit de l'éducation» - Claude DURAND-PRINBORGNE - Collection Hachette Éducation - Édition 1998.

FO

## **Les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'éducation de l'enfant, du jeune et du citoyen : le rôle de la commune Les 27, 28 et 29 septembre 2000 - Pré-programme**

En 1998, lors de l'Université d'Hourtin le Premier Ministre et le Ministre de l'Éducation Nationale, ont lancé un appel à la mobilisation des collectivités territoriales pour que tous les élèves des écoles puissent accéder aux NTIC. La responsabilité des collectivités dans le domaine de l'Éducation a conduit la plupart d'entre elles à s'investir dans un programme d'équipement. Si d'aucun s'interroge aujourd'hui sur une mobilisation qui se transforme peu à peu en une nouvelle charge transférée aux collectivités, il est indéniable que le processus engagé est irréversible. Les Nouvelles Technologies font maintenant partie intégrante du développement des territoires. L'appropriation des NTIC par la population représente désormais un enjeu auquel les collectivités doivent faire face si elles ne veulent pas voir se creuser un fossé entre les citoyens qui ont accès et maîtrisent ces NTIC et ceux qui n'y ont pas accès ou qui ne savent pas les maîtriser.

L'école reste le lieu privilégié des apprentissages ; en effet, chaque enfant peut dans ce cadre accéder aux savoirs et à la maîtrise d'outils permettant de les développer. Le nouveau Ministre de l'Éducation Nationale a réaffirmé les orientations de son prédécesseur en la matière, particulièrement dans le domaine des nouvelles technologies, appelant à la connexion de toutes les écoles primaires, le développement de la formation des enseignants et l'instauration d'un brevet informatique et Internet.

En outre, dans le cadre de réflexion ouvert par la Charte du XXIème siècle, il est nécessaire de mettre en cohérence l'action éducative dans le cadre scolaire avec celle menée dans le cadre périscolaire et extra-scolaire. Ainsi, il semble que les Contrats Éducatifs Locaux devront définir, en partenariat avec l'Éducation Nationale et les autres partenaires (services de l'État (DDJS, DRAC notamment), la CAF et les associations locales), le volet éducatif du schéma de développement des NTIC sur le territoire. Plusieurs solutions peuvent être adoptées en terme d'équipements, d'infrastructures de communications (les réseaux), de définition d'un projet de territoire et d'exploitation pédagogique (contenu).

Tel est la problématique posée cette année par l'ANDEV (Association Nationale des Directeurs de l'Education des Villes de France) pour ces rencontres annuelles qui se tiendront à Aurillac les 27, 28 et 29 septembre prochains. Elles s'articuleront sur deux grands thèmes :

↳ La participation de la commune à la modernisation du service public d'éducation à travers le développement des TICE.

↳ L'égalité d'accès de l'enfant et du citoyen aux nouvelles technologies : le rôle de la commune.

### **Mercredi après-midi**

**14 h 00 - 15 h 15 - Accueil**

**15 h 30 - 18 h 00 - Le développement des TIC dans l'éducation**

**18 h 30 - 19 h 30 - La vie de l'Andev**

Présentation du site Internet.  
Assemblée Générale.

### **Jeudi matin**

**9 h 00 - 10 h 30 - Choix Techniques et stratégies**

Les réseaux : supports et finalités - Relier qui, comment et pourquoi ?

TIC et projets de territoires : Enjeux éducatifs locaux et stratégies des institutions.

Stratégies et modalités d'équipement : Quels choix techniques, technologiques, financiers et de gestion ?

**10 h 45 - 12 h 00 - Nouvelles technologies et nouvelles formes de partenariat ?**

Sur le partenariat entre les acteurs éducatifs autour des NTICE.  
Sur la contractualisation entre les institutions.  
Sur l'évaluation de la politique publique.

### **Jeudi après-midi**

**14 h 00 - 15 h 00 - Restitution/synthèse des ateliers du matin**

**15 h 15 - 17 h 30 - Grand débat**

Table ronde autour de laquelle des représentants des partenaires éducatifs réagiront à partir d'un montage audiovisuel sur trois thèmes :

Les NTIC dans les politiques éducatives locales.

Les NTIC et pédagogie dans l'enseignement primaire.

Les cybercentres et l'accès aux NTIC pour le plus grand nombre.

**17 h 30 - 19 h 30 - Visite des stands**

### **Vendredi matin**

**9 h 00 - 10 h 30 - Les usages**

Comment parler de l'usage éducatif des nouvelles technologies sans parler des contenus, des démarches et des expériences ?

Présentation du label RIPP.

Présentations d'expériences d'utilisation des NTIC.

Démonstrations d'outils et de logiciels.

**10 h 45 - 11 h 15 - Réactions/synthèse**

Commentaires sur les journées.

**11 h 30 - 12 h 00 - Clôture du colloque**

**Pour tout renseignement, s'adresser à :**

**MAIRIE D'AURILLAC - ☎ 04.71.45.46.01 - Fax 04.71.45.46.92 Email : Patrick.couvidoux@voila.fr**

---